

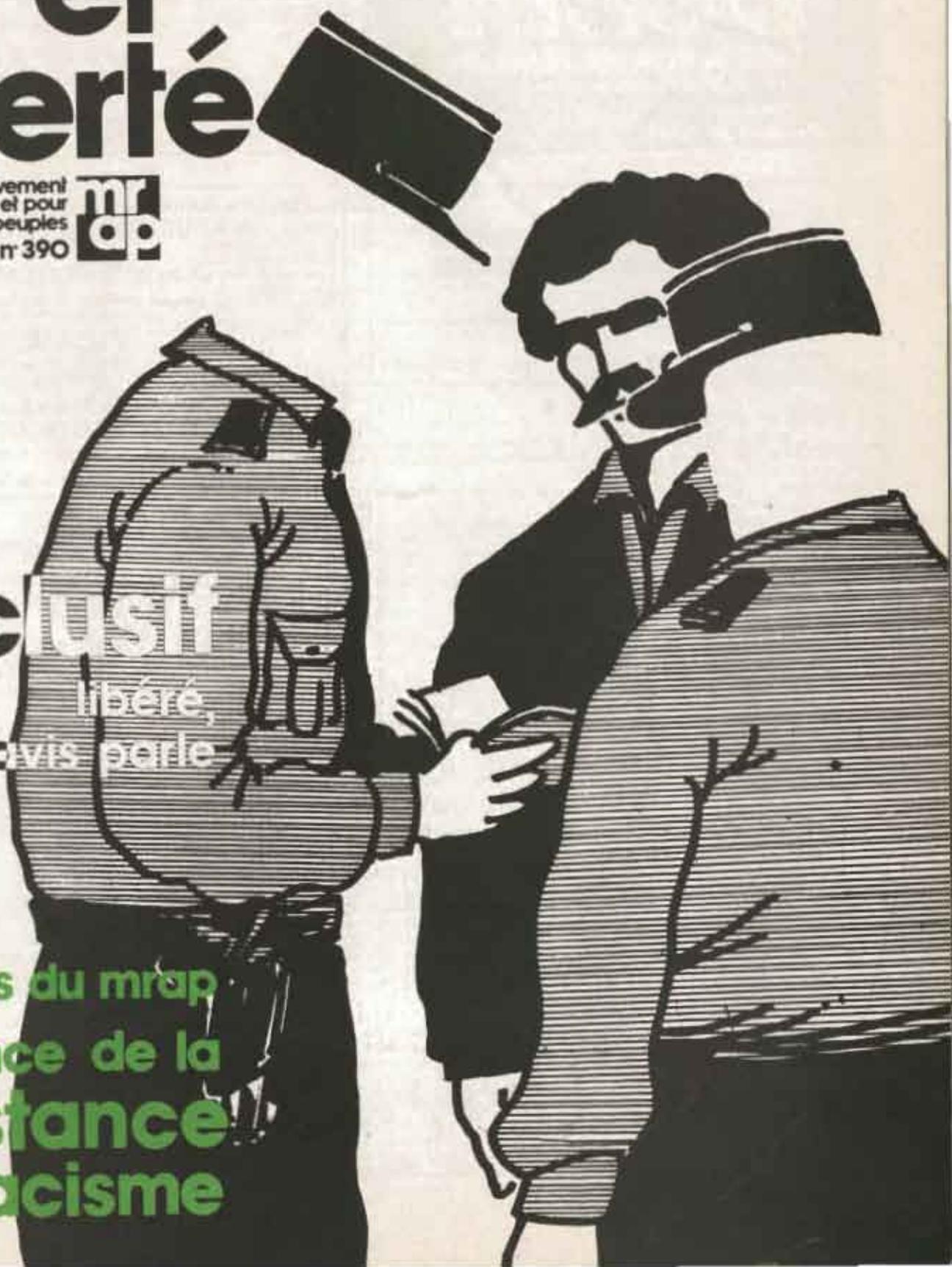
droit et liberté

mensuel du mouvement
contre le racisme et pour
l'amitié entre les peuples
6 F avril 1980 n° 390

mr
ap

exclusif
libéré,
ben cho vis parle

congrès du mr ap
la france de la
résistance
au racisme

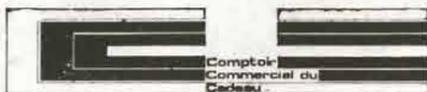


DODIA DODIA

PRÊT A PORTER FÉMININ

ROBES / MANTEAUX / IMPERMÉABLES / JUPES / CHEMISIERS

Diffusion : **Marcelle GRIFFON - LAYE** 46, rue du Caire 75002 Paris
236-92-34



IMPORT SARL au capital de 300.000 F

EXPORT

COMPTOIR COMMERCIAL DU CADEAU
ARTICLES DE PUBLICITÉ - ARTICLES CADEAUX

10, rue de Montmorency
75003 PARIS

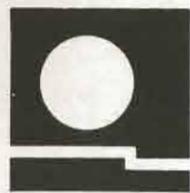
271.27.50
(3 lignes groupées)
M^e République - Rambuteau
Arts et Métiers

BELLE BROCANTE
500 m²

remise à tous les sympathisants de droit et liberté

SOFER

86, rue d'Amsterdam
75009 PARIS
Tél. 874 93 98



la mécanique des bons canapé-lits

13, rue Vauquelin
75005 PARIS

mico

diffusion de
créations françaises
et étrangères

707.17.60
331.72.16

Le spécialiste du
NAPPERON

RAYON-FOR

142, rue du Temple - 75003 PARIS

Téléphone 887-33-50

GRAND CHOIX DE MODELES EXCLUSIFS

Importation de l'habillage de maison - Layette

BONNETERIE

Pompes Funèbres et Marbrerie Funéraire MARBRERIE DE BAGNEUX

Jacques BANATEANU

Evite aux familles toutes démarches pour Inhumations - Toilettes
mortuaires

Lincoils - Transports de corps Paris-Provence-Israël et tous Pays
Achats de terrains, constructions de caveaux
Monuments, Gravures, Photos, Portraits
Maison conventionnée

122, avenue Marx Dormoy
92120 MONTRouGE

(face la Porte principale du cimetière de Bagneux): 656.74.74

Collection BIBLIOTHEQUE INTERNATIONALE

dirigée par Isabelle JAN



Plus
de 30 titres
parus
dans cette
collection.
Chaque
volume
format
13,5 x 22

Des auteurs français et étrangers, des textes écrits
spécialement pour les enfants

- L'ÉTOILE POLAIRE par Colette VIVIER (France)
Les premières vraies vacances d'un petit parisien sont toujours
inoubliables.
- LE SOURICEAU ET LA GRANDE TERREUR
par Betsy BYARS (USA)
L'espiègle Benjamin, dit le Souriceau, est bien imprudent de
provoquer Marc, la grande terreur de l'école.

FERNAND NATHAN

nouveautés

80-L-5700

■ courrier ■

J'ai découvert le racisme

Je suis métisse, ma mère est Martiniquaise, mon père Français, et j'ai 13 ans. A partir de 11 ans, j'ai vraiment découvert le racisme, c'est à cet âge que j'ai eu des histoires: bien que je n'ai pas l'air d'une « négresse » mais sachant que ma mère est noire, des enfants de ma classe me mettaient dans le clan des « négres », ils me disaient que j'exportais des ananas, en prenant l'accent africain.

Et c'est à ce moment que je me suis aperçue que le racisme est une chose horrible! Maintenant je me sens Martiniquaise pas à moitié mais complètement, c'est pourquoi j'ai envie de vivre en Martinique.

J'ai lu aussi dans droit et liberté (ma mère y est abonnée) le racisme en Afrique du Sud, la condamnation à mort de James Mangé, la majorité de Noirs mais les Blancs les rois, les gouverneurs. C'est affreux!

Je pense qu'il ne faut pas prendre le racisme comme un petit problème, c'est important!

Pourquoi ce désaccord entre les races, pourquoi se méprisent-elles? Il faudrait que tout le monde soit égal, que l'on s'aime, la vie serait mieux!

Il ne faut plus que le racisme existe ni l'injustice. Comment arrêter le racisme?
Anne HOYAU
94410 St Maurice

défendre « les guichets du louvre »

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le numéro spécial de droit et liberté, sur le cinéma: c'est un guide très utile pour tous ceux qui entendent lutter contre le racisme.

Permettez-moi, cependant, deux observations qui portent sur l'intéressant article de René Predal: « Ecrans de fumée, écrans de lumière »:

1. Je m'étonne que l'auteur soit si sévère avec Michel Mitrani pour son film « Les Guichets du Louvre » alors qu'il énumère sans les critiquer d'autres films sur lesquels il y aurait beaucoup à dire. « Les Guichets du Louvre » a obtenu le « Prix Fraternité » décerné par le mrp et ce film a une telle vérité et un tel impact qu'il a fallu lutter très longtemps pour obtenir qu'il passe à la télévision française.

Bien entendu, il s'agit d'une appréciation personnelle et donc subjective: chacun est libre de ses réactions devant une œuvre d'art.

2. S'agissant par ailleurs d'« Octobre à Paris » de Jacques Panigel, il y a dans l'article une erreur de fait: ce film ne témoigne pas sur le drame de Charonne qui s'est produit en mars 1962 mais sur les rafles et massacres d'Algériens qui ont eu lieu en octobre

droit et liberté ■ n°390 ■ avril 1980

1961 à la suite d'une manifestation de protestation contre le couvre-feu instauré par le Gouvernement.

Monique FORET
92120 Montrouge

à propos du tirage de la presse juive en u.r.s.s.

Certains rédacteurs de droit et liberté se laissent parfois entraîner à des conclusions pour le moins hâtives.

C'est le cas pour l'auteur de l'écho des « au fil des jours » intitulé « Juifs d'URSS: émigration en hausse » qui, après avoir rapporté les chiffres des tirages d'un quotidien et d'un mensuel juifs édités en URSS fournis par l'annuaire statistique de l'URSS, en conclut que « ces faibles tirages reflètent les difficultés de l'expression juive en URSS ».

(droit et liberté de mars 1980).
D'abord, parce que si l'on y regarde de près, les parutions mensuelles juives en France n'ont pas, en général, des tirages tellement plus importants, toutes proportions gardées.

Ensuite parce qu'il ne faut pas oublier que les Juifs en URSS sont avant tout des citoyens soviétiques et que, peut-être, ils lisent la même presse que les autres Soviétiques, sans éprouver le besoin d'en lire une autre.

Pour finir, on pourrait dire, après avoir lu cet écho, que la presse juive est plutôt aidée par le gouvernement soviétique. En effet, quel est le quotidien en France qui pourrait survivre avec un tirage de 12.000 exemplaires seulement!

Danielle BACHOUX
Paris 16^e

publicité raciste

La trouille fait vendre et la trouille c'est l'inconnu, l'étranger.

La personne qui a prêté son image pour la publicité ci-incluse, distribuée le 19 courant rue Lacépède à Paris, possède peut-être un passeport français (ne tombons pas à notre tour dans le piège du « faciès ») mais il ne fait pas de doute que les concepteurs de l'opération qui ont fait une approche marketing du problème qui leur était posé ont joué sur l'instinct de peur du vol qu'ils ont cru bon de renforcer en montrant un voleur étranger.

Car le personnage qui apparaît sur le dépliant publicitaire est perçu comme tel. J'ai vérifié ce fait en demandant à mon entourage ce qu'il remarquait sur la photo. La dizaine de personnes interrogées a, sans exception, précisé soit l'origine étrangère soit le statut d'immigré du cambrioleur.

L'idéologie raciste est ainsi récupérée et entretenue par le commerce. Ce dernier s'adresse à tous ceux qui disent: « Je ne suis

pas raciste mais j'ai peur de ces gens-là. Je ne suis pas raciste mais chacun chez soi. Je ne suis pas raciste mais les étrangers sont responsables du chômage des Français. Je ne suis pas raciste mais je ne tolère pas que mes enfants fréquentent des « négres » ou des « norafs ». Je ne suis pas raciste, mais il faut bien convenir que les vols, les crimes, et les viols sont commis par des Arabes, etc... etc... ».

Nous avons du boulot sur la planche et des armes, notamment une Loi qui punit le racisme. Je souhaite qu'elle puisse être utilisée pour ce cas préoccupant.

M. CAUSERET
94 - Fontenay-sous-Bois

N.D.L.R. De très nombreux correspondants nous ont signalé et envoyé le dépliant publicitaire des « Serrureries Générales ». Cette entreprise et le photographe, auteur du document présenté en première page, affirment que la personne qui a posé pour la photo d'un cambrioleur en train de briser une porte est un Français « bien de chez nous ». L'effet produit ne fait pas de doute et suscite des protestations justifiées. Le mrp demande le retrait de ce dépliant mais n'a pu, jusqu'à présent, obtenir satisfaction.

des valeurs renovées

Si je suis abonné à votre revue c'est parce que je la lis et y trouve une résonance et un prolongement à mes propres opinions.

Cependant, il me faut vous faire part, avec vigueur mais sans véhémence, de la tendance que j'y déplore à un certain manichéisme primaire à rebours. Certes, et vous le faites très bien, il faut s'insurger avec fermeté contre toutes les manifestations de racisme (quoique je finisse par me méfier de l'ambiguïté de ce terme) dont sont victimes les travailleurs et étudiants migrants sous nos latitudes, et plus d'une fois, j'en ai été le témoin lointain d'être passif et indifférent.

Mais, ayant vécu une douzaine d'années en Afrique, non comme planteur de cacao mais comme humble enseignant, j'ai été confronté à plusieurs reprises à des situations discriminatoires du même type que celles que vous dénoncez dans vos colonnes (contrôles d'identité un peu trop fréquents certes mais aussi prises de position dans la presse dont la fureur n'a d'égale que celle d'extrême-droite en France, et je passe sur divers petits incidents — injures dans une langue vernaculaire qu'hélas, je comprends, récusation « épidermiques », etc...) que réprouvaient pourtant beaucoup de nationaux amis (l'un d'entre eux ne m'a pas caché que dans certaines réunions d'ordre culturel, il était de bon ton de lancer le petit couplet albinophobe).

Or, il est tout à fait aussi discriminatoire de prétendre que la haine et la bêtise sont dans un seul camp que de prétendre à une supériorité de race. D'autre part, la plus grande preuve d'estime que l'on peut témoigner à l'« autre », ce n'est pas de lui refaire une virginité sociologique coûte que coûte, mais de compter sur son propre discernement pour reconnaître non que l'un est bon ou l'autre méchant, mais que l'ignorance et la stupidité sont universelles

DELICES D'ORIENT
TRAITEUR
 Strictement CACHER
 SPECIALITES TUNISIENNES

BAR-MITZVAH
 FIANÇAILLES
 MARIAGES
 MILAH
 LUNCHS
 SEMINAIRES

DINERS à partir de 10 personnes
 (Livraison à domicile gratuite)

Dans les plus prestigieux salons
 de Paris et à domicile

DEVIS GRATUIT
 SUR DEMANDE

Madame SYLVIA BARROUK
 JEANNINE GANEM

Tél. : 278.09.56 lignes
 groupées

et 361.65.34
 366.79.20

piédssensibles

les chausseurs
 du confort et de l'élégance
 Choix unique en chevreau
 en sports et en bottes

(1^{er}) 5, rue du Louvre (Métro Louvre)
 (9^{ème}) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M^o St-Lazare - Trinité)
 (6^{ème}) Rive gauche - 85, rue de Sévres (Métro Sévres-Babylone)
 (10^{ème}) Gare de l'Est - 53, Bd de Strasbourg (Métro Château d'Eau)
 Magasins ouverts tous les lundis.



prévenir
 vaut
 mieux
 que
 guérir

au sommaire

■ l'événement ■

Un entretien avec ben chavis :
 « Nous allons relancer la lutte » ... p. 6
 par doris pumphrey



■ point chaud ■

zimbabwé libre : la
 volonté du peuple p. 8
 par dominique lagarde



■ sur le vif ■

contrôles racistes : la
 fouille des cartables p. 10

■ pleins feux ■

ernest, on t'aime p. 14

■ congrès ■

la france de la résistance
 au racisme p. 17



un congrès de lutte p. 18



solidarité internationale p. 25
 par jean louis sagot-duvauroux



ils se sont associés
 au congrès p. 29

droit et liberté mensuel

120 rue saint-denis, 75002 paris - téléphone 233 09 57 - c.c.p. 9239-81 paris

directeur de la publication albert lévy
 rédacteur en chef jean-louis sagot-duvauroux
 comité de rédaction jean-pierre giovenco
 jean-pierre barrizien, mireille carrère, delphine deporte, philippe jarreau, patrick kamenka, félix lambert, racine maiga, marc mangin, stephane mayreste, robert pac, yves person, théo saint-jean, abdelhak senna, pierre-andré taguieff, yves thoraval, jean-yves treiber, pierre vidal, slimane zéghidour.

abonnements un an 60 F, soutien 120 F étranger 90 F, publicité au siège du journal.

et que remplacer une rancœur épidermique par une rancœur épidermique, c'est justifier la première et perpétuer l'antagonisme. Personne ne détient la vérité, nous n'en avons que des fragments et l'enfer de notre existence contemporaine est très certainement pavé des meilleures intentions « antiracistes ». La majorité silencieuse française, que vous fustigez à juste titre, n'infléchira pas son indifférence fascisante, si elle est, à longueur de temps, la cible privilégiée d'une campagne culpabilisante émanant d'esprits qui confondent trop souvent position et opposition. Se réaliser en tant qu'être longtemps bafoué par l'Histoire, n'est-ce pas aussi faire intervenir dans le champ de son réel des valeurs renouvelées telles que la tolérance et (je pèse ce mot qui ne fera rigoler que les imbéciles) l'amour ?

Gérard CAUDRON
 02100 Saint Quantin

animaux torturés

Permettez-moi de vous donner mon avis sur une phrase de votre éditorial : « Les interventions humanitaires en faveur des 28 cochons et des 17 babouins victimes d'un centre d'expérimentation de la prévention routière, lorsqu'on se tait avec insistance sur le cas de James Mangé, 24 ans, résistant au régime de l'apartheid avec lequel on entretient de si juteuses relations : c'est du cinéma ! ».

A mon avis, votre formulation percutante pêche par manichéisme. On peut être antiraciste et puisque je vous lis dans droit et liberté, je suis, peu ou prou, censé faire de votre combat le mien, et vice versa tout en étant contre la vivisection — expériences sur des animaux vivants — non pas en prenant ces deux phénomènes sociaux, le racisme, d'une part, la vivisection, de l'autre, comme des manifestations isolées d'un certain état de pourrissement culturel et social mais en les liant en un système de réflexions : si l'on examine le vocabulaire qui désignait les « sous-humains » chez les nazis et celui qu'emploient les « scientifiques » qui traitent les animaux en « objets de laboratoires », on tourne autour du même champ sémantique : « matériel » (humain ou animal), « objets » — avec, en toile de fond, le renversement total des S.S. appelant leurs bergers allemands « hommes » et les Juifs « chiens ».

Ne pas combattre la torture, sous quelque forme qu'elle se manifeste, qui que ce soit qu'elle frappe, c'est la tolérer. La torture des animaux, l'expérimentation sur matériel animal est l'expérimentation sur matériel humain de demain, si l'on n'y prend garde.

Le manichéisme que je déplore en vous lisant c'est d'opposer les catégories mentales par couples : animaux/humains, par exemple, sans lier ces signes à un tout synthétique : j'ai envie de convaincre les amis des animaux qui sont racistes, réactionnaires indifférents à Mangé et aux autres, comme j'ai envie de vous convaincre, amis de Mangé, indifférents aux animaux, que le principe d'asservissement, d'exploitation — racial, biologique, sexuel, psychologique, etc... s'il est protéiforme, fait partie d'un seul et unique principe de dégradation de la vie.

Michel ROSENFELD
 75018 Paris

N.D.L.R. Notre éditorial avait surtout pour but de montrer, par plusieurs exemples, que les porte-paroles officiels et les media font le plus souvent « deux poids deux mesures » masquant leur indifférence ou leur responsabilité dans certains domaines par des campagnes spectaculaires dans d'autres.

droit et liberté ■ n°390 ■ avril 1980

■ éditorial ■

beaucoup à faire et à espérer

Que le racisme soit désormais une donnée importante de l'actualité, c'est une évidence confirmée chaque jour ou presque par les media. En France, il pèse sur notre vie sociale, économique et politique. Dans bien d'autres parties du monde, il se mêle aux conflits internes et aux affrontements internationaux. C'est ce qui explique l'intérêt manifesté pour le récent congrès du mrp ainsi que la teneur de ce congrès.

Le développement du mrp est devenu lui-même un « phénomène de société ». En trois ans, le nombre de ses comités locaux a triplé, celui des adhérents au Mouvement, des abonnés à droit et liberté s'accroît régulièrement ; le congrès a montré avec éclat l'esprit militant et responsable de tous ceux qui animent son action à travers la France, leur jeunesse, leur dynamisme. C'est qu'il existe un besoin, et que le mrp y répond. Les observateurs constatent son aptitude à unir des gens de toutes origines, de toutes opinions décidés à agir ensemble avec efficacité, sans arrière-pensées, contre le racisme sous toutes ses formes, pour l'amitié entre les peuples : un idéal exaltant qui est, plus que jamais, un combat.

La montée du racisme, les encouragements que lui apporte l'Etat par l'idéologie, les lois et les pratiques qu'il met en œuvre, ont été analysés par les 700 congressistes au cours de leurs débats. Ils ont souligné, parallèlement, la nouvelle résistance antiraciste dont ils sont les témoins et les artisans.

Tandis que la projection d'« Holocauste » et la recrudescence du néo-nazisme rappellent à quelles horreurs peut conduire l'engrenage des discriminations et des haines déchaînées contre une communauté, nombreux sont ceux qui, en France, voient dans ce passé des raisons d'être vigilants et actifs aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si, pour décrire les contrôles d'identité dans le métro, dirigés contre les Noirs et les Maghrébins, l'on parle de « rafles au faciès » comme lorsqu'il s'agissait des Juifs, au temps de Lischka et de Bousquet. Les Universités connaissent comme alors un « numerus clausus » frappant cette fois les étudiants étrangers.

Quant au « fichage » des immigrés, il est annoncé au moment où l'on se demande si le « fichier juif » conçu aux mêmes fins, n'a pas été conservé depuis la Libération.

Ce ne sont là que quelques aspects d'une situation inquiétante, qui conduit l'écrivain Jean Genêt, à propos des lois Bonnet-Stoléru, à évoquer la résistance du Danemark aux mesures antijuives, en indiquant qu'à nouveau il y a en France des êtres humains à défendre contre les persécutions du racisme d'Etat.

Collective et individuelle, l'action pour les droits, pour la protection des travailleurs et étudiants étrangers apparaît donc, au lendemain du congrès, comme la tâche fondamentale de ceux qui rejettent le racisme et son cortège de malheurs. Sans sous-estimer pour autant l'antisémitisme actuel ni aucune autre négation de l'Homme, quelle que soit la couleur de sa peau, son ethnologie, sa religion, sa nationalité ou sa culture.

Il y a fort à faire. Mais il y a aussi beaucoup à espérer.

Albert LEVY

un entretien avec ben chavis

« nous allons relancer la lutte »

de notre envoyée spéciale aux u.s.a.

Le Pasteur Ben Chavis, condamné à 32 années de prison pour son activité antiraciste aux Etats-Unis, et libéré sur parole après une intense campagne de solidarité internationale, a accordé sa première interview dans la presse française à l'envoyée spéciale de droit et liberté.

Doris Pumphrey : Ben, c'est merveilleux de te rencontrer ici, enfin libre !

Ben Chavis : C'est à moi de vous remercier pour votre soutien. J'ai toujours su que le soutien aux « 10 de Wilmington » était très important en France.

nous sommes innocents

D.P. : Quelle est la situation actuelle des « 10 de Wilmington » et la tienne en particulier ?

Ben Chavis : Sur le plan légal, nous avons demandé la révision du procès et l'affaire est entre les mains de la Cour d'Appel de la 4^e circonscription de Richmond, en Virginie. Si nous échouons là, nous irons devant la plus haute juridiction du pays, la Cour Suprême. 55 membres du Congrès ont récemment rédigé un dossier d'« amicus curiae » en faveur des « 10 de Wilmington » et chacun sait, désormais, que nous sommes innocents.

D.P. : Le Président Carter n'est-il pas intervenu en votre faveur ? Ne s'occupe-t-il pas de votre affaire ?

Ben Chavis : Si, malheureusement, il s'en occupe ! Nous venons d'apprendre

que le Département de la Justice ne soutiendra pas notre action devant la Cour d'Appel. Cette décision a été prise par la Maison Blanche qui ne veut pas être impliquée dans l'Affaire des « 10 de Wilmington ».

Le Président Carter n'est pas sérieux lorsqu'il parle des Droits de l'Homme. Il rencontre les dissidents soviétiques, il envoie sa femme rencontrer la femme de Tchcharanski à grand renfort de publicité mais, moi qui vis à Washington, à quelques pas de chez lui, il refuse de me recevoir et d'entendre ce que j'ai à lui dire sur ce qui se passe chez nous.

un pass, comme en Afrique du sud

D.P. : Peut-on parler de prisonniers politiques aux Etats-Unis ?

Ben Chavis : Il y a, aux Etats-Unis, de nombreux prisonniers politiques au sens strict, des hommes qui ont été condamnés à cause de leurs activités politiques. C'est notre cas. Seulement, comme la loi américaine ne prévoit pas de crimes politiques, on nous fait passer pour des criminels de droit commun, on monte contre nous une machination pour nous écarter du mouvement et nous mettre en prison.



Le Pasteur Ben Chavis à la prison de Mac Cain.

J'ai été, par exemple, accusé d'avoir mis le feu à une boutique alors que chacun savait l'absurdité de cette accusation. Cette façon de mettre en prison les opposants est pire que partout ailleurs, car on vous fait passer pour un criminel. Cela vous poursuit une fois libéré ; cela rejaillit sur les enfants. C'est ainsi que j'ai d'abord été condamné à 32 ans de prison, peine ramenée sous la pression de l'opinion publique à 17/21 ans. Pendant treize ans encore, je peux connaître le statut de « prisonnier libéré sur parole » qui permet de me jeter à nouveau en prison si je commets un acte ou si je dis un mot qui soient considérés comme une violation de ma parole. A chaque fois que je quitte Washington, je dois avoir un « pass », comme en Afrique du Sud !

Il semble par exemple très douteux qu'ils m'autorisent à voyager hors des Etats-Unis.

On m'a retiré le droit de vote et même ma carte de sécurité sociale ! On m'a retiré toutes mes pièces d'identité qui ne me seront rendues qu'à la fin de la peine. Je devrai alors demander à la Cour Suprême de recouvrer mes droits de citoyen.

terroriser les minorités

D.P. : Les prisonniers politiques sont-ils nombreux aux U.S.A. ?

Ben Chavis : Très nombreux. On ne peut les citer tous. Il y a Johnny Harris (voir notre encadré), les « 3 de Charlotte », les « 11 de RNA », Imari Obadele, Gail Madden, George Merrit, Dessie Woods, Gary Tyler, Terrence Johnson, un jeune

Noir de 16 ans ! J'ai une liste non limitative de 110 personnes qu'on peut, sans aucune contestation possible, considérer comme des prisonniers politiques. Il faut noter que c'est toujours autour du problème racial, qui est un des fondements de la société américaine, que se situe cette répression dont le but est de terroriser et d'arracher à la lutte les membres des minorités.

D.P. : Peux-tu nous parler de ta détention, des conditions d'incarcération dans les prisons américaines ?

Ben Chavis : C'est une situation particulièrement brutale, cruelle et inhumaine. Ils me craignaient, pensant que j'organisais les prisonniers pour la défense de leurs droits. A plusieurs reprises, ils m'enchaînèrent depuis les hanches jusqu'à la poitrine. Impossible de bouger les bras. Ma vie elle-même fut menacée. Alors que je souffrais d'une crise d'appendicite aiguë, on me laissa 48 heures sans me soigner et je dus rester en soins intensifs pendant 6 semaines. En fait, les prisons américaines sont un reflet amplifié d'une société raciste et inégalitaire.

des actions de masse

D.P. : Quelle est la situation du mouvement pour la reconnaissance des droits des minorités ?

Ben Chavis : Il y a beaucoup à reconstruire. Après l'implacable répression des années 70, on a connu un mouvement de reflux mais, à l'aube de cette nouvelle décennie, je ne suis plus en prison, je compte bien m'employer à reconstituer le mouvement.

Nous avons une bonne organisation antiraciste, l'Alliance Nationale contre la Répression Raciste et Politique dont Angela Davis et moi-même sommes les deux co-présidents. Nous avons des comités dans presque tous les Etats. Nous organisons des actions de masse pour relancer la lutte pour les droits des minorités.

Les gens en ont assez du chômage, ils en ont assez de vivre dans des taudis, ils veulent pouvoir se soigner correctement même s'ils sont pauvres. Je parle souvent dans les campus. Les étudiants sont inquiets. Ils refusent la conscription. Ils ne veulent plus se battre pour les intérêts de quelques grosses firmes. C'est pour cela que je suis optimiste sur les possibilités actuelles d'un grand mouvement de masse national, optimiste aussi sur le rôle que peut jouer l'Alliance dans cette mobilisation.

D.P. : Vous travaillez également au sein de la « Commission pour la justice raciale ». Que représente cet organisme ?

Ben Chavis : Il s'agit d'une commis-

sion de l'Eglise Unifiée du Christ dans laquelle je suis pasteur. Les objectifs de la commission sont analogues à ceux de l'Alliance mais c'est un organisme confessionnel principalement soutenu par les Eglises. Nous voulons montrer que les Eglises, si elles peuvent être, parfois, « l'opium du peuple », peuvent également être une force de libération pour les victimes de l'injustice.

les noirs contre le boycott des j.o.

D.P. : La presse française considère généralement qu'après les événements d'Iran, Carter a réussi à recréer autour de sa politique une sorte d'« union sacrée ». Qu'en est-il exactement ?

Ben Chavis : Les Noirs, et particulièrement les plus pauvres d'entre eux, ne soutiennent pas la campagne de boycott des Jeux Olympiques. Pour eux, l'hypocrisie est tellement évidente !

En 1968, deux athlètes noirs durent subir la condamnation sévère du gouvernement pour avoir manifesté leur opposition au racisme en levant le poing sur le podium des Jeux de Mexico. A Montréal, les Etats-Unis condamnèrent la position

des pays africains qui refusaient de concourir avec un pays, la Nouvelle-Zélande, qui, dans le même temps, accueillait, au mépris de l'éthique sportive, une équipe de l'Afrique du Sud raciste.

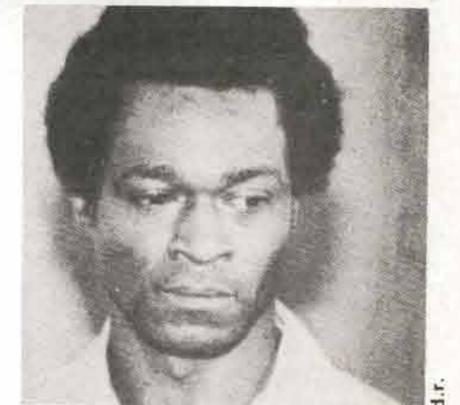
En ce qui concerne la crise iranienne comme en ce qui concerne l'Afghanistan, il n'y a pas d'unité nationale derrière le Président Carter. Les Noirs n'éprouvent aucun embarras à l'idée d'aller défendre les frontières des Etats-Unis sur les bords... du Golfe Persique !

D.P. : Quelle est, selon toi, l'importance de la solidarité internationale dans la lutte que vous menez contre l'oppression raciale aux Etats-Unis ?

Ben Chavis : Je me souviens du jour où des frères et des sœurs français se sont enchaînés aux grilles de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris pour réclamer la libération des « 10 de Wilmington ». Immédiatement après, ici, des amis ont voulu s'enchaîner aux grilles de la Maison Blanche pour faire écho à ce qui s'était passé à Paris.

Nos amis français doivent savoir que chaque lettre, chaque télégramme compte dans de telles campagnes et que sans la solidarité internationale qui s'est développée autour de nous quand nous étions prisonniers, je ne serais pas ici, presque libre, à répondre à tes questions.

condamné à mort pour l'exemple



Johnny Harris

En 1970, Johnny Harris avait commis le « crime » de s'installer avec sa famille dans un quartier blanc de Birmingham, en Alabama. Après d'insupportables persécutions, Johnny Harris fut accusé sans aucune preuve convaincante, de viol et de quatre vols.

Condamné à quatre fois la prison à perpétuité (!), il fut enfermé à la prison d'Atmore, réputée pour ses conditions de détention particulièrement inhumaines.

Révolté par cette situation, il devint membre actif du mouvement « Inmates for action ». Le 18 janvier 1974, des gardiens à l'uniforme taché de sang entrèrent dans la section des cellules où Harris était enfermé pour ses activités politiques et menacèrent de mort les prisonniers. Des détenus prirent deux gardiens en otages et libèrent d'autres prisonniers. Le directeur de la prison refusa d'accéder à la demande des prisonniers qui voulaient exposer à la presse leurs conditions de détention et lança l'assaut dans lequel un gardien trouva la mort.

Un peu plus tard, trois des prisonniers ayant participé à cette révolte furent trouvés « morts ou assassinés ». Aucune enquête ne fut faite pour déterminer les conditions de leur mort.

Sur la base de témoignages bourrés de contradictions flagrantes, Johnny Harris fut condamné à mort pour l'exemple.

Sur les listes de choix du jury, il y avait 128 Blancs et 2 Noirs (il y a 20 % de Noirs dans l'Etat) et la loi utilisée pour condamner Harris à mort en raison de sa complicité dans une révolte de prisonniers date d'avant la guerre de sécession !

zimbabwé libre

la volonté du peuple

de notre envoyée spéciale à salisbury

Le Zimbabwe va enfin connaître l'indépendance. La victoire écrasante des partis de la Résistance au colonialisme et au racisme montre bien la volonté du peuple de ce pays. Dominique Lagarde en revient. Elle explique.

« *Tant que je serai vivant il n'y aura pas de gouvernement de la majorité* » : c'était le 19 novembre 1965 et Ian Smith, Premier Ministre de la Rhodésie blanche venait, huit jours plus tôt, de déclarer l'indépendance unilatérale de la colonie britannique. Quinze ans ont passé et, au milieu du mois d'avril, le Zimbabwe deviendra officiellement indépendant avec, à sa tête, Robert Mugabe, chef du plus puissant mouvement de guerilleros.

Sa victoire est celle de l'insurrection armée qui, déclenchée il y a sept ans dans les maquis du Zimbabwe, a, seule, fini par contraindre le « pouvoir pâle » à céder la place à la majorité noire. Ian Smith avait,

dans un premier temps, accepté la nomination d'un Premier Ministre noir à la condition que celui-ci soit « *responsable* »... c'est-à-dire qu'il accepte de faire de la figuration. C'est le rôle qu'a joué, pendant plus d'un an, l'évêque Abel Muzorewa, dernier premier ministre de la colonie rebelle.

la victoire de l'insurrection armée

Seulement le « *bishop* » comme l'appel-

lent ses concitoyens, n'a pu — et pour cause — mettre un terme à la guerre, ni étendre son contrôle sur les zones rurales où les guerilleros de la ZANLA (Zimbabwe African National Liberation Army) de Robert Mugabe et de la ZIPRA (Zimbabwe People's Revolutionary Army) de Joshua Nkomo régnaient en maîtres. Et il a bien fallu qu'on se décide enfin à tenir compte des deux mouvements nationalistes.

Sous l'impulsion du Commonwealth, les Britanniques acceptaient d'organiser à Londres, à la fin de 1979, une « *conférence de toutes les parties* ». Celle-ci aboutissait, en décembre, à la signature des accords de Lancaster : cessez-le-feu placé sous la surveillance des forces du Commonwealth et cantonnement dans plusieurs « camps de rassemblement » des guerilleros, reprise en main provisoire de l'administration par les Britanniques, organisation sous le contrôle du Commonwealth d'élections législatives et constitution d'une assemblée dans laquelle 20 sièges, sur 100, étaient réservés aux députés blancs.

l'échec de l'évêque muzorewa

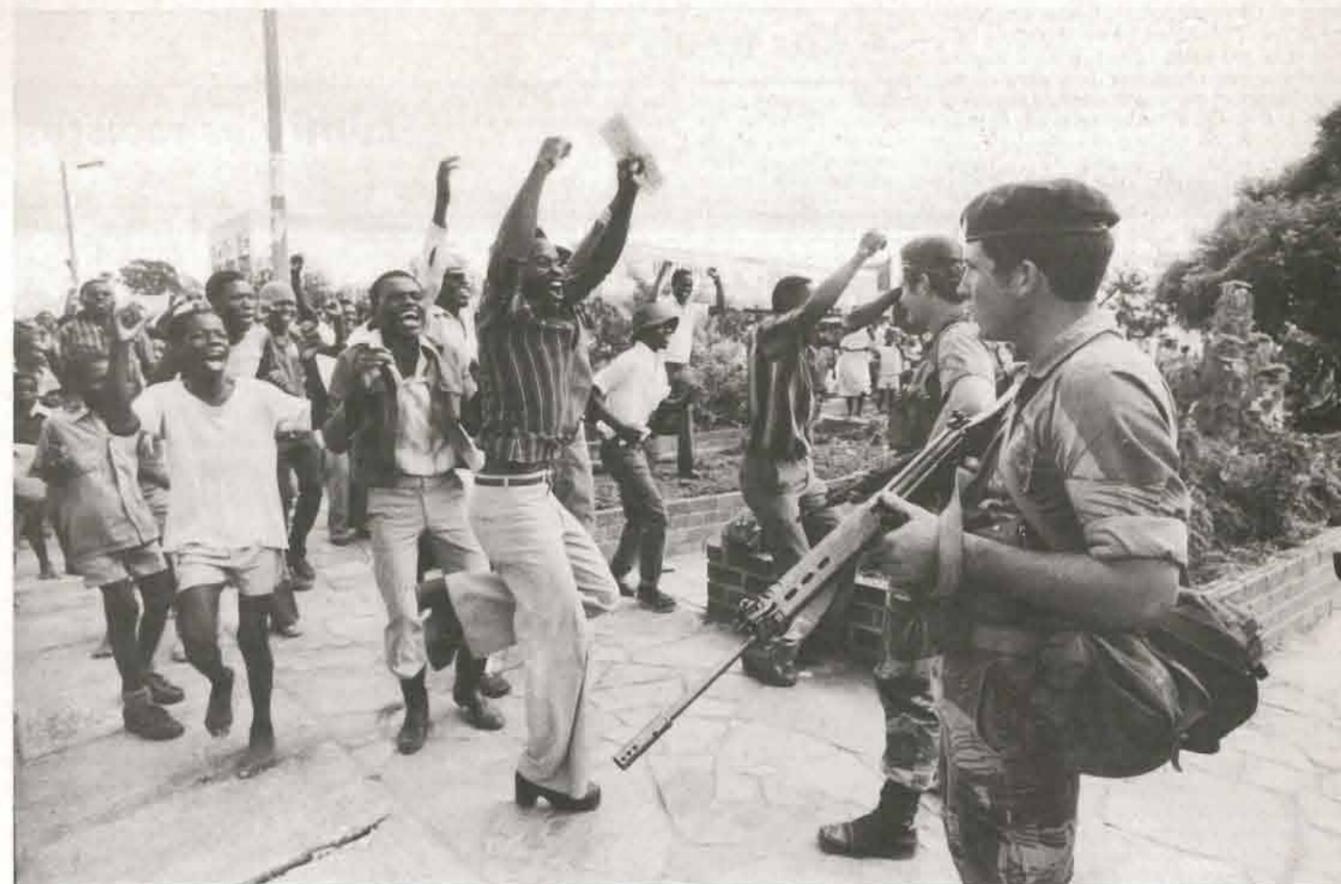
Ces élections du 27 au 29 février étaient remportées, très largement, par la ZANU de Robert Mugabe : 57 sièges sur les 80 réservés aux Africains, soit la majorité absolue de la future assemblée. L'autre mouvement nationaliste, la ZAPU de Joshua Nkomo se voyait attribuer 20 sièges par les électeurs : le vétéran des leaders nationalistes qui appartient à l'ethnie minoritaire des Ndebele n'a pas pu, en dépit de ses positions antitribalistes et de la présence au sein du comité central de son parti d'une majorité de Shona, effectuer la percée qu'il escomptait dans le Mashonaland.

Le grand perdant des élections demeure toutefois l'évêque Muzorewa auquel les électeurs ont fait payer son alliance avec Ian Smith et sa gestion désastreuse des derniers mois. « *Il a fait beau-*

Joshua Nkomo (à gauche) et Robert Mugabe



Photo : Rush/Buthaud



Le Front Patriotique a gagné. Manifestation de joie à Salisbury.

Photo : Rush/Buthaud

coup de promesses mais rien n'a changé » m'ont dit à Salisbury tous les Africains que j'ai rencontrés, du chauffeur de taxi au cadre supérieur.

tenir compte des réalités historiques

Robert Mugabe a donc désormais la lourde charge de présider aux destinées du Zimbabwe nouveau. Cet intellectuel de 56 ans, ancien élève des écoles chrétiennes puis de l'université noire de Fort Hare, en Afrique du Sud (en même temps que Nelson Mandela, le leader, en prison, de l'ANC (African National Congress) d'Afrique du Sud) professeur ensuite en Zambie puis au Ghana où il est séduit par les thèses panafricanistes de Kwame Nkrumah, nul ne le connaît au fond très bien. Doué d'une brillante intelligence, plus à l'aise, de par son tempérament, dans les discussions en petit comité que dans les discours publics, sa pensée politique se situe sans doute à mi-chemin entre le marxisme et le christianisme, façon Julius Nyeréré. Soutenu principalement, dans sa lutte, par la Chine, la Yougoslavie et la Roumanie, il s'est engagé à conduire son pays au socialisme en tenant compte « *des réalités historiques, sociales et autres du Zimbabwe* » parmi lesquels

« *l'existence de structures capitalistes qui ne peuvent être modifiées en 24 heures* ».

Pragmatique, il sait en effet que s'il veut répondre aux immenses espoirs soulevés dans la population noire par son accession au pouvoir, il lui faut se donner les moyens de la paix et du développement. D'où la conclusion, avant même que soient connus les résultats du scrutin, d'un véritable pacte de non-agression avec son puissant voisin, l'Afrique du Sud, d'où surtout, ses efforts pour rassurer les Blancs qui, il y a quelques semaines encore, voyaient en lui un « *terroriste assoiffé de sang* » et parlaient de « *faire leur valise* » ou de « *reprandre les armes* » s'il devenait Premier Ministre.

Et il faut dire que sur ce plan-là, il n'a pas lésiné : maintien à la tête de l'armée du général Peter Walls, le chef d'Etat Major de Ian Smith, nomination au sein du gouvernement de David Smith, membre du parti du Front Rhodésien qui sera chargé de l'industrie, et de Dennis Norman, le président de l'Union des fermiers blancs qui se voit confié l'agriculture. On sait 70% de la production agricole du pays, dont la quasi totalité du tabac, première ressource en devises, provient des fermes blanches... « *Nous sommes tous aujourd'hui, Blancs ou Noirs, des Zimbabweens* » disait Robert Mugabe au lendemain de sa victoire. Pourtant, il faudra

que les choses changent et notamment que certains privilèges disparaissent. La terre était, jusqu'en 1977, divisée, aux termes d'une loi de 1969 en deux zones : 50% pour les 5.300 fermiers blancs qui font travailler sur leurs terres plus de 25% de la population active noire, et 50% pour les Noirs dont un peu plus des 3/4 réservés au « *Tribal Trust land* » les réserves surpeuplées où la guerre a fait le plus de victimes.

la terre, une priorité

L'abolition de cette loi, il y a trois ans, n'a guère changé les choses car, même si les Noirs ont maintenant le droit d'acheter des terres en zone blanche, bien peu en ont les moyens. Et le problème de la terre, qui est à la racine du combat nationaliste, est une priorité si le nouveau gouvernement ne veut pas décevoir ses électeurs. Sur ce point, le programme de Robert Mugabe est très clair : il entend racheter au secteur privé blanc et redistribuer d'une part les terres abandonnées et d'autre part, celles qui ne sont pas exploitées par leurs propriétaires, ce qui, de l'aveu même du dernier ministre de l'Agriculture de Ian Smith représente-

rait plus de 4 millions d'hectares. A cet égard, la nomination, au ministère de l'Agriculture, du patron des fermiers blancs est moins paradoxale qu'il n'y paraît : celui-ci comme son association, a toujours distingué les terres qui sont exploitées par des fermiers, et dont ils refusent toute nationalisation, de celles qui ne le sont pas et dont il est légitime, estime-t-il, de déposséder leurs propriétaires pour les confier à de véritables agriculteurs.

Les fermiers blancs du Zimbabwe répètent à qui veut l'entendre que l'essentiel à leurs yeux est que la terre produise... et ils n'hésitent pas, pendant la campagne électorale, à critiquer, en la matière, le manque d'initiative, de Ian Smith et de l'évêque Muzorewa. C'est qu'en 15 ans, les « colons » ont évolué. Ils veulent rester dans ce pays dont ils estiment qu'il est aussi le leur et vivre en paix sous un gouvernement stable, dont peu leur importe qu'il soit noir pourvu qu'il ne vienne pas « casser la machine ». Ils ont haï Robert Mugabe parce que leur propagande officielle le leur présentait, comme un monstre mais aujourd'hui, surpris par la modération de leur nouveau Premier Ministre, ils ont dans l'ensemble décidé de « voir venir » sans céder à la panique que d'aucuns prédisaient.

Vivre ensemble, comme déjà s'entraînent ensemble les soldats du général Walls et ceux de la ZIPRA et de la ZANLA ? Noirs et Blancs y sont prêts aujourd'hui qui tous multiplient les appels à la réconciliation. Il faudra pour cela, malgré tout, que les Blancs évoluent et qu'ils cessent notamment d'adopter à l'égard des Noirs une attitude qui, si elle est fort différente du racisme ouvert des Sud-Africains, n'en est pas moins désagréablement paternaliste. Leur attachement, profond, à ce pays où le Premier Ministre d'aujourd'hui les invite à rester comme citoyens à part entière, devrait les y aider.

Dominique LAGARDE

Scène d'allégresse au Zimbabwe

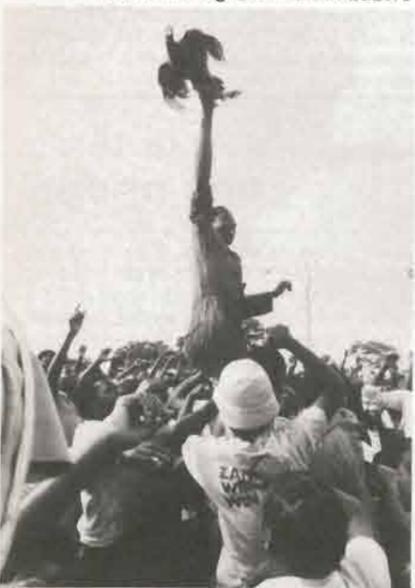


Photo : Rush / Butthead

■ sur le vif ■

contrôles racistes

la fouille des cartables

Une relative accalmie dans les contrôles d'identité racistes avait été sensible dans les mois qui ont suivi la campagne des étoiles vertes menée par le mrp. Aujourd'hui, ces contrôles semblent reprendre du poil de la bête même si de nombreux témoins notent une résistance plus nette de la population. Le témoignage qui suit illustre bien cette évolution contradictoire.

Le 12 mars dernier, métro Réaumur-Sébastopol, à Paris, il est environ neuf heures moins le quart, nous nous rendons à la faculté de Jussieu où nous poursuivons nos études.

Des agents en uniforme interpellent un jeune homme d'origine asiatique. Des gens s'attroupent. Les agents ne semblent pas satisfaits de sa carte d'identité française et lui demandent... son permis de conduire ! Il s'exécute mais cela ne suffit pas. Le jeune homme doit subir à deux reprises un palpé sur tout le corps. La première fois, surpris, il se laisse faire. La seconde fois, il proteste et refuse.

Rebellion insupportable aux agents de la force publique qui l'empoignent et l'entraînent brutalement sous les protestations indignées des voyageurs. On entend dans la foule : « C'est une honte », « C'est un abus de pouvoir ! », « Laissez-le ! ».

Plusieurs personnes décident avec nous de suivre les policiers qui s'enferment dans un poste de régie du métro avec leur victime.

Au bout d'une vingtaine de minutes, le jeune homme ressort du poste, menottes au poing, entouré de plusieurs policiers. Il supplie les passants de ne pas le laisser seul dans cette situation. Nous décidons de nous porter témoins.

Immédiatement, les policiers nous saisissent et nous emmènent avec M. Diop, le jeune homme en question, dans un fourgon qui se trouve à l'extérieur. Vérification d'identité. Nous sommes toutes les deux françaises mais l'une d'origine marocaine et l'autre d'origine espagnole.

« Et elles ne sont même pas françaises ! » déclare l'un de nos « gardiens ». A neuf heures et quart environ, nous sommes au poste de police. Les remarques racistes pleuvent sur M. Diop : « Si t'es pas content, y'a d'autres pays ».

On nous interdit de contacter quiconque par téléphone (parents ou avocat).

A midi, chacun d'entre nous est mené séparément au premier étage pour effectuer les dépositions. Nous apprenons avec stupeur que nous aurions traité les deux agents de « pourris » et de « sa-

lauds » ! L'une d'entre nous doit essayer des remarques antisémites.

Puis on nous enferme dans la « cage » du poste. A quinze heures, confrontation. L'un des deux gradés nous déclare : « Entre la parole de deux policiers et la vôtre, je préfère croire celle des policiers ».

« Je n'en doutais pas ! »
« Vous savez que cela peut être interprété comme un outrage ? »

On nous fait rejoindre la « cage » à 17 heures après nous avoir signifié la fin de la garde à vue. A 19 heures, des policiers en uniforme viennent nous chercher, nous passent les menottes et nous poussent brutalement dans une voiture pour nous emmener au commissariat central du 2^e arrondissement. Nos cartables sont soigneusement fouillés !

De là, on nous conduit en fourgon cellulaire au dépôt de la Cité où l'on nous enferme dans une cellule. M. Diop subit le même sort dans la section « hommes ».

Le lendemain matin, contrôle d'identité, fichage, empreinte digitale de tous les doigts, photos de face et de profil. Les menottes, la cage, la prison, la fiche que nous croyions réservée aux malfaiteurs, pour deux étudiants de 20 ans qui ont eu le culot de refuser l'arbitraire. Nous n'en revenons pas !

Vers onze heures, nous sommes conduites devant la troisième chambre correctionnelle par deux gendarmes. Nous comparaissons tous les trois devant le substitut du procureur. Il entend les dépositions et se fait toute de suite une opinion. Avant de nous faire libérer, il nous confirme que les policiers n'avaient aucun droit de fouiller M. Diop et qu'il y a eu, dans toute cette affaire, d'incontestables abus de pouvoir. Il nous explique la procédure à suivre pour porter plainte au cas où nous estimerions avoir subi des atteintes à notre liberté morale et physique.

A midi et demi, nous sommes libres et bien décidées à tout faire pour que justice nous soit rendue et que de telles choses deviennent impossibles.

Joëlle Zennou et Maria Faus

■ au fil des jours ■ au fil des jours ■ au fil des jours ■ au fil

cousu de fil blanc

Une « mission d'information » composée de parlementaires français de la majorité, menée par M. Bernard Marie, député-maire de Biarritz, et accompagnée par M. Albert Ferrasse, président de la Fédération Française de Rugby, a effectué, du 10 au 18 janvier dernier, une étude sur le sport en Afrique du Sud. Elle a exposé devant la presse, le 29 février, le rapport qu'elle a transmis au ministre des Sports, au ministre des Affaires Etrangères, au Comité National Olympique et Sportif français et à diverses fédérations.

Le rapport a justifié la décision des députés socialistes et communistes qui avaient refusé de faire partie de cette mission, ne voulant pas cautionner par leur présence une entreprise qui présentait, à leurs yeux, tous les aspects d'une tentative de réhabilitation de l'Afrique du Sud dans le domaine sportif.

En effet, pour Bernard Marie, l'apartheid institutionnalisé existe bien, « mais ses effets tendent à s'estomper », notamment dans le domaine du sport ! Il pense donc évidemment que le boycott général du sport sud-africain risque d'aller à l'encontre du but poursuivi, retenant en cela un argument de la propagande sud-africaine.

Ce rapport, on le devine, a donné des forces nouvelles au président Ferrasse et on dit qu'il renouvellerait son invitation aux Sud-Africains pour une tournée des Springboks en France au milieu de l'automne. Il espère que, cette invitation étant lancée après la fin des Jeux Olympiques, le gouvernement français lâcherait du lest.

De toute manière, en cas de refus du gouvernement français d'accueillir les Springboks en France, Danie Craven, le président de la Fédération sud-africaine de Rugby, a d'ores et déjà fait connaître son intention d'inviter l'équipe de France à se rendre en Afrique du Sud à la même époque. Bien entendu, la fédération française répondrait favorablement à cette invitation.

Robert PAC

la ratonnade de chelles

Et maintenant les enfants. Les violences racistes ne visent plus seulement les travailleurs, les adolescents mais aussi les écoliers immigrés. Une triste illustration nous en a été donnée le 6 mars dernier à Chelles, en Seine-et-

Marne. Ce jour-là, en tout début d'après-midi, après les cours, plusieurs dizaines de jeunes élèves âgés de 10 à 14 ans stationnaient devant la sortie du lycée polyvalent de la ville dans l'attente du car de ramassage scolaire qui devait

les conduire à leur domicile. Parmi les derniers à attendre : de nombreux enfants d'immigrés. C'est à ce moment qu'une dizaine de nerfis, le visage masqué, armés de manches de pioches et de grenades lacrymogènes, sont sortis

d'une camionnette et, après un tri rapide, ont insulté et violemment agressé les jeunes immigrés. Ceux qui parvenaient à s'échapper dans les rues avoisinantes étaient pourchassés. Une ratonnade exécutée dans le plus pur style fasciste.

L'ensemble des partis de gauche, des syndicats et associations locales ont dénoncé l'agression et une manifestation réunissant plusieurs centaines de personnes a parcouru les rues de la ville pour dénoncer les violences racistes et demander que les coupables soient activement recherchés et sanctionnés.

procès d'un professeur au dessus de « tout soupçon »



Le professeur Maurer (à droite) en discussion avec son avocat.

« J'ai été fasciste et je le reste. Je suis totalement pour l'élite, c'est elle qui m'intéresse. Il est normal que vous sachiez mon passé. Pourquoi est-ce grave d'être nazi ? Vous connaissez mal la politique car les fascistes et les nazis ne sont pas des hommes de droite ».

Pour avoir tenu ces propos, le 26 mars 1979, devant des étudiants en grève, le professeur Maurer, ex-doyen du centre hospitalo-universitaire de Cochin, a comparu le 26 février dernier devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris à la suite d'une plainte du mrp pour incitation à la haine raciale.

Circonstance aggravante, le professeur Maurer confirmait le lendemain à la presse cette singulière profession de foi. Même attitude à la barre du tribunal. En réponse à une question du président, il déclare : « Je reconnais entièrement ces paroles... Je les ai proférées et je n'ai pas à les renier ».

Tant d'aplomb donne froid dans le dos. C'est ce qu'ont tenu à souligner les témoins cités par le mrp. Le professeur Milliez a ainsi indiqué que le professeur Maurer n'aurait jamais dû devenir doyen. Le professeur Minkowski indiquait, pour sa part, qu'il existe encore de nombreux antisémites à Cochin alors que Mme Marie-José Chombart de Lauwe rappelait que les propos du professeur Maurer s'inscrivaient dans un contexte général de résurgence de l'antisémitisme et de banalisation du nazisme. M^e Pudlowski développait ce dernier point : « Le nazisme, déclarait-il, n'est pas une opinion comme une autre... Nous ne pouvons tolérer qu'on nous dise que le nazisme, ce n'est pas grave ».

La presse parisienne a consacré de nombreux articles au procès du professeur Maurer. Quelques titres glanés ici et là en témoignent.

Le Monde : Les poursuites du mrp contre le professeur Maurer : « Je suis raciste ».

L'Humanité : Procès du nazisme.

Le Matin : Un fasciste devant les juges.

Libération : L'ancien doyen de médecine se veut nazi et raciste : le tout pour l'élite.

Par sa décision du 25 mars, le tribunal a relaxé le professeur Maurer, estimant que ses propos ne « renferment aucune provocation directe, ni même indirecte ». Il considère cependant qu'il est « possible de voir dans certaines expressions utilisées une apologie des crimes de guerre ou des crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi ». Mais le mrp n'était pas habilité à poursuivre selon ces qualifications, et le Procureur de la République qui l'aurait pu, n'a pas cru devoir le faire.

quand on parle de culture ils...

Dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 février 1980, des inscriptions antisémites ont été tracées sur les murs du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Le directeur du théâtre, Gabriel Garran, était plus particulièrement visé. Des croix gammées voisinaient avec des inscriptions injurieuses et racistes.

Ce n'est pas la première fois que de telles inscriptions agressives apparaissent sur les murs du théâtre, mais c'est la première fois que des menaces précises sont proférées contre une personne nommément désignée. Le personnel du théâtre a apporté son soutien à Gabriel Garran. Une plainte a été déposée.

vengeance contre la victime

Ça ne se fait pas d'envoyer des policiers au tribunal. Surtout quand on est Algérien. Il y a cinq ans, Abed Belmaaziz était victime, à Sète (Hérault) de ce que l'on appelle pudiquement une bavure policière. Les faits remontent au 26 avril 1975. Ce jour-là, Abed retire de la Caisse d'Épargne 9.000 F. Il compte partir en vacances. C'est à ce moment qu'il est interpellé par deux policiers en civil. Les hommes trouvent l'argent et croient à un hold-up. Abed prend peur. Il prend la fuite en direction du... commissariat où il espère trouver de l'aide. Les deux policiers en civil (en réalité ce sont des gendarmes) tirent et blessent le travailleur algérien à l'épaule. Après huit jours d'hôpital, il est conduit en prison. Il y restera un mois.

Finalement, le tribunal de Montpellier le déclare innocent. Les policiers, pour leur part, sont condamnés à un mois de prison avec sursis et à 1.000 F. d'amende pour coups et blessures volontaires et dénonciation calomnieuse.

Abed retrouve son emploi et, le temps faisant son œuvre, oublie le dramatique épisode quand, à la fin du mois de février, sans aucune raison, on lui retire sa carte de résident et on lui notifie qu'un arrêté d'expulsion a été pris contre lui. A la préfecture, on refuse malgré toutes les demandes de donner le motif de l'expulsion.

Fort heureusement, Abed compte de nombreux amis en ville où il s'est installé en 1962. La ville se mobilise, des pétitions circulent, un député de l'Hérault, Mme Myriam Barbéra, intervient auprès du ministre de l'Intérieur. La préfecture de police a, pour l'instant, fait machine arrière.

la lutte pour la dignité

Le mouvement que les travailleurs turcs de la confection ont engagé (1) pour obtenir qu'un terme soit mis à leurs conditions inhumaines de séjour et de travail dans notre pays (régularisation des « sans papiers », annulation des arrêtés d'expulsion, reconnaissance des droits sociaux, etc...) s'est étendu en province. Ainsi, à Clermont-Ferrand, 10 travailleurs turcs qui ont reçu de fausses promesses d'embauche et sont contraints de se terrer, d'accepter les pires humiliations, ont entamé une grève de la faim pour alerter l'opinion publique sur le sort qui leur est fait.

Soutenus par des organisations syndicales, politiques, humanitaires, les grévistes de la faim sont hébergés dans un local mis à leur disposition par Mgr Dardel, évêque de Clermont, au centre diocésain de pastorale.

L'ampleur du mouvement ne semble guère émouvoir, pour l'instant, M. Stoléru. Ce dernier est prêt à accorder quelques régularisations mais pas question d'aller au-delà.

Dans une déclaration à une radio périphérique, le secrétaire d'Etat est allé jusqu'à affirmer que les travailleurs turcs de la confection avaient, de toute façon, des conditions de vie meilleures qu'en Turquie.

un nom sur l'affiche rouge

Au moment où la banalisation des crimes nazis devient une triste réalité, où le professeur Maurer peut revendiquer son passé d'ancien des Waffen SS, il est bon de rappeler que des hommes coura-

geux ont lutté les armes à la main, ont donné leur vie pour terrasser la barbarie nazie.

Parmi eux, les 23 héros du groupe Manouchian-Rajman, loués par Aragon dans son poème « l'affiche rouge » et dont on a honoré la mémoire à l'occasion de l'anniversaire de leur exécution par les nazis.

A cette occasion, Mme Sznaper nous a communiqué la photo de l'un d'eux, Léon Goldberg, qui était un de ses voisins. En son souvenir et pour manifester la continuité du combat, Mme Sznaper a fait un don important au mrp.

Léon Golberg



la compagnie d'assurances risque gros

Vous ne vous en doutiez peut-être pas mais si les compagnies d'assurances connaissent des difficultés financières, c'est tout simplement parce qu'il y aurait trop d'assurés étrangers ! C'est la direction de la compagnie « La France » qui l'affirme crûment. Au cours d'une réunion des inspecteurs généraux, organisée le 29 janvier dernier durant laquelle la direction a exposé les « grandes lignes de la politique automobile pour 1980 », il a été décidé que « l'assurance des résidents étrangers en France est prohibée ». Il s'agit ni plus ni moins d'un refus de service.

Refus de service qui concerne aussi les automobilistes français puisque l'interdiction touche aussi « les jeunes conducteurs titulaires d'un permis de conduire de moins d'un an » et les possesseurs de « vieilles voitures ». Ces dispositions scandaleuses sont d'ores et déjà entrées en vigueur ainsi que nous l'ont confirmé des étrangers.

Le jour viendra peut-être où la compagnie « La France » acceptera

de délivrer des assurances uniques aux automobilistes s'engageant à ne jamais utiliser leur véhicule !

paix et justice pour tous

Après l'Espagne et l'Autriche, c'est au tour de la France de faire un pas remarqué en faveur de l'autodétermination des Palestiniens. Au cours de sa récente tournée dans les pays du Golfe Persique, le Président de la République, M. Giscard d'Estaing, a en effet déclaré : « Le problème palestinien n'est pas un problème de réfugiés mais celui d'un peuple qui doit disposer sur ces bases et dans le cadre d'une paix juste et durable de son droit à l'autodétermination ».

Les choses les plus simples et les plus évidentes ne sont pas toujours les plus faciles à dire. Un peuple privé de droits et de patrie qui veut, c'est indéniable, la fin de l'occupation militaire israélienne et son indépendance doit pouvoir obtenir justice.

L'engagement des grandes puissances dans ce sens peut être décisif, dans la mesure où, tout en re-

racisme biologique

les prix nobel feront-ils sauter la banque ?

Un homme d'affaires américain, M. Robert Graham, a annoncé en début mars qu'il créait une banque du sperme, consistant à faire inséminer des femmes « d'une intelligence exceptionnelle » par le sperme de titulaires du Prix Nobel, dans le but évident d'obtenir des enfants qui auront hérité de l'intelligence de leurs parents, celle-ci étant considérée, évidemment, comme héréditaire.

On s'étonne presque que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Ce que Graham a osé faire n'est pas neuf. Il y a 40 ans, rapporte « The Observer », un autre Américain, M. H.J. Muller, Prix Nobel en 1947 (déjà), avait émis la même idée, mais jamais personne n'avait osé la concrétiser. Si Graham est passé à l'acte, c'est qu'il a jugé que le climat actuel aux Etats-Unis était devenu favorable à une telle entreprise.

La résurgence, depuis une dizaine d'années, des mouvements d'extrême-droite et néo-nazis, ainsi que du Ku Klux Klan, a créé un terrain favorable pour la diffusion dans le pays, et notamment dans les secteurs intellectuels et scientifiques, de théories pseudo-scientifiques prétendant que l'intelligence est « héréditaire à plus de 80 % », que l'environnement ne jouerait qu'un très petit rôle dans son développement et que, par suite, la hiérarchie raciale et sociale est naturelle, justifiée par les lois de la biologie.

Au mrp, on sait ce qu'il faut penser de ces théories répandues en France par le GRECE. Le mrp en a abondamment traité dans nos colonnes et au cours d'un colloque qu'il a organisé et qui a fait l'objet d'un « Cahier droit et liberté ».

On ne s'étonnera donc pas de compter parmi les quelques candidats donateurs de sperme le professeur William Shockley, de l'Université de Stanford, Prix Nobel évidemment, zélé propagandiste des théories d'Arthur Jensen sur l'hérédité du quotient intellectuel (Q.I.). Robert Graham lui-même est bien conscient du parallèle qu'on ne peut manquer de faire entre sa banque du sperme et certaines réalisations de l'Allemagne hitlérienne. Il s'est défendu de vouloir créer une « race des seigneurs », à l'exemple des nazis. « Je ne sais pas grand-chose sur Hitler et sur sa vision du monde. Je ne vois pas de parallèle » a-t-il déclaré.

Si quelques Prix Nobel ont accepté de cautionner l'entreprise de Robert Graham, la grande majorité de ceux-ci, heureusement, ont condamné son entreprise et l'idéologie sur laquelle elle est bâtie. En France, François Jacob, Prix Nobel de médecine, l'a fait dans « Le Monde » du 4 mars. Le Britannique Sir Geoffrey Wilkinson, Prix Nobel de chimie 1973, s'est exclamé, selon l'« International Herald Tribune » du 3 mars qu'il s'agissait d'une « absurdité biologique ». Un autre Britannique, le Professeur Maurice Wilkins, Prix Nobel de médecine 1962, a exprimé son désaccord dans le « Daily Telegraph » : « L'intelligence, si tant est qu'on puisse la mesurer est, pour une large part, déterminée par les apports et l'environnement, bien qu'il existe une composante biologique, écrit-il. Je pense que c'est une mauvaise idée en ce sens qu'elle encourage les êtres humains à penser que certains sont meilleurs que d'autres, que les gens sont déterminés biologiquement et que les facteurs sociaux ne sont pas importants ».

Robert PAC

connaissant les droits des Palestiniens, elles pourraient garantir la sécurité d'Israël à la fondation duquel elles ont contribué et dont l'existence est devenue un fait majeur de la situation au Proche-Orient.

Il apparaît chaque jour davantage que ce n'est pas par une fuite en avant dont témoignent les implantations israéliennes dans les territoires occupés, les expropriations et les drames liés à l'occupation, qu'on arrivera à la paix. Seule la prise en compte honnête de chacun de ces jeunes nationalismes, le palestinien et l'israélien, l'un par l'autre, permettra aux deux peuples en présence de faire la paix et de connaître l'indépendance et la sécurité que chacun revendique légitimement.

la voix qu'ils ont étouffée

En assassinant le 24 mars dernier Monseigneur Oscar Romero, archevêque de San Salvador, les terroristes d'extrême-droite ont voulu punir un prêtre qui s'était mis au service de la cause des droits de l'homme et de la justice sociale. Cet assassinat intervenu alors que Mgr Romero célébrait la messe dans la chapelle de l'hôpital de la Providence vise également à intimider l'église de San Salvador, une église qui paie par la persécution le prix de son courage.

Etat d'Amérique centrale, le San

Salvador compte une population de quatre millions d'habitants, constituée aux deux-tiers de ruraux. Selon des statistiques officielles 1,6% des citoyens possèdent 52% des terres.

En 1976, après une timide tentative de réforme agraire, le général Marco Aurélio Romero était élu à la présidence, à la faveur d'élections truquées. Une répression sanglante s'abattit sur le pays avec son cortège de massacres de paysans indiens, d'emprisonnements, de « disparitions », d'expulsions. Une junte prenait le pouvoir en octobre 1979. La répression s'accroissait d'autant.

Au cours de son récent séjour à Paris, Mgr Romero avait déclaré (le 4 février dernier) : « La force principalement responsable de tous nos maux, c'est l'oligarchie d'extrême-droite qui ne veut rien céder de ses privilèges et qui s'est alliée aux militaires, défenseurs des intérêts des riches... Tous les torturés, les assassinés sont de nouveaux Christ morts par le péché ».

Quelques jours plus tard, le 17 février, il adressait une lettre au président Carter pour lui demander « de garantir que le gouvernement américain n'interviendrait ni directement, ni indirectement, par des pressions d'ordre militaire, économique, diplomatique pour influencer sur les destinées du peuple salvadorien... ».

Appel qui n'a pas été entendu puisque le jour même de son assassinat, Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, confirmait que les U.S.A. poursuivraient leur aide militaire à la junte au pouvoir.

en bref

■ Devant l'ampleur de la lutte des travailleurs et des mouvements de grève qui se sont produits ces derniers mois à la Réunion et aux Antilles, le gouvernement français a été contraint d'étendre aux D.O.M. l'indemnisation du chômage dont, jusqu'à présent, seuls les travailleurs métropolitains bénéficiaient.

■ Parce qu'il avait passé outre à sa condamnation à la relégation pour assister au Synode de son Eglise, un pasteur anglican sud-africain, David Russel, a été accusé de « haute trahison » par le tribunal du Cap (Afrique du sud). Il a été condamné à douze mois de prison ferme.

■ Dans son édition du 6 mars 1980, un journaliste d'« Aspect de la France » a posé cette question à Thierry Maulnier, de l'Académie Française : « Vous écriviez pendant la guerre : « Nous nous sentons plus proches d'un national socialiste allemand que d'un pacifiste français ». Vous êtes-vous à quelque moment réclamé du fascisme ? »

Thierry Maulnier a répondu : « Le fait est que j'ai écrit cette phrase et

que je ne la renie nullement ».

■ Les stations « Radio Free Europe » et « Radio Liberty » qui émettent vers les pays de l'Est à partir de Munich (R.F.A.) ont diffusé une interview du criminel de guerre Valérien Trifa qui a appartenu à la « garde de fer » fasciste roumaine durant la dernière guerre. Il est accusé d'avoir organisé un pogrom contre les juifs de Bucarest où 4.000 personnes furent massacrées.

■ Après trente ans d'absence, le théâtre yiddich a fait sa réapparition à Moscou. Deux troupes existent : « L'Ensemble dramatique juif » et le « Théâtre musical juif ». Plusieurs pièces de Chalom Aleikhem et Tévié le Laitier ont déjà été présentées et ont obtenu un grand succès.

■ La situation des juifs argentins ne s'améliore pas. Les prisonniers juifs détenus dans les prisons sont victimes de brimades : on les force à s'agenouiller devant des portraits de Mussolini et de Hitler et à crier : « Un bon juif est un juif mort ». C'est ce dont a témoigné un groupe de réfugiés argentins devant la commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U.

L'AUDITORIUM

UN CARREFOUR PRIVILEGIE

HIFI DISQUES TV VIDEO
6, RUE SAINT-PATRICE (A COTE DE LA POSTE) - AMIENS
☎ (22) 91.04.23

Musiques de tous pays...

MARTELLE

Une disquerie sur mesure
3, rue des Vergeaux
Amiens 80

BIG-SOUK

16, rue des Sergents - Amiens

Offre toute l'année des jeans, des velours, toiles, etc...
marques et démarqués
des blousons, vestes, robes, ensembles,
salopettes, chemises, pulls uniques...
à des prix de SOUK

Tél. : 92.59.40

H.F.C.



prêt-à-porter féminin
style jeune

manteaux-tailleurs-robres

14 rue d'Hauteville 75010 Paris
Tél. : 770.22.19

ernest, on t'aime

A sa manière de dessinateur, Ernest Pignon-Ernest fait vivre James Mangé. Il participe aussi de toute la force de son crayon à la campagne menée pour qu'il ne soit pas perdu.

« Mais qu'est-ce qu'il est sympa, ce type ! ». La constatation peut paraître imbécile. Elle est inévitable. C'est vrai, qu'est-ce qu'il est sympa ! Sympa d'accepter tout de suite de nous faire le portrait de James Mangé, de lui donner ce visage où se joignent les traits imprécis d'une mauvaise photo et l'ardeur de la solidarité, sympa de nous en faire trois au lieu d'un, sympa de respecter son travail sans se croire un mage parce qu'il tient un crayon — et quel crayon ! — sympa tout simplement parce que sa conversation chaleureuse ne s'arrête pas aux demi-vérités de la politesse, aux banalités pieuses des pétitions.

Et pourtant, faut-il le dire ? Faut-il parler d'Ernest à propos des dessins d'Ernest qu'on a vu par milliers sur les murs de Paris ? Le lyrisme si particulier de l'image, ce regard de James Mangé autour duquel les passants s'attroupent, le visage bouleversant qui tient autant de ce qu'y a mis l'artiste que de ce que l'on en connaît (visage mystérieux du prisonnier

oublié dans les geôles sud-africaines), c'est ça, la force poignante d'Ernest Pignon-Ernest qui n'a pas peur des mots, qui n'a pas peur de « faire de la politique » parce que « faire de la politique », pour un homme du vingtième siècle, c'est aussi brûler avec ses tripes de révolte contre l'injustice, de passion pour les hommes et les femmes qui luttent, qui souffrent (ces visages, ce visage mystérieux dans la cellule des condamnés à mort à la prison de Pretoria, Afrique du Sud).

Faire l'art dans la rue, faire de la rue un poème parce que tout à coup un visage, un regard, une image vient organiser les sentiments du chaland fatigué, signale que le mur aussi est à voir, que peuvent s'y agripper les émotions retenues, les désirs assoupis, les luttes qu'on fait taire pour qu'elles ne dévorent pas trop.

James Mangé n'avait pas de visage. Si ! Cette photo d'adolescent où le hasard d'une pellicule malhabile fige une expression pitoyable si éloignée de ce

qu'on connaît de l'homme de 24 ans qui crie face au juge qui le condamne à mort : Amandla ! Le pouvoir au peuple !

James Mangé n'avait pas de visage. Et voilà que son image déchire les murs, déchire le silence, déchire le tintamarre des informations insipides, arrache la solidarité, lui donne vie, lui donne chair. Pas de concessions. Le dessin est d'une technique irréprochable. La force du visage qui vit, qui ne se résoud pas à un slogan, qu'on voit vivre d'un portrait à l'autre, qu'on voit vivre en s'y habituant, moi qui l'ai, dans mon cagibi du mrp, à toute heure du jour en face de moi. Les salauds ! C'est notre frère, c'est un homme comme vous et moi qu'ils veulent tuer à cause

de la sereine détermination qu'on lit dans son visage !

Pardonne moi, Ernest, je ne suis pas critique d'art. J'aurais dû dire comment tu as effacé le haut du visage, comme pour y faire entrer la lumière qu'il nous suggère, comment tu as imprimé de mille traits un mouvement si structuré à une image qu'une photographie d'enfant laissait sans résistance, quelle finesse tu as mise dans cette eau-forte, la première que tu aies jamais faite (et c'est pour les familles de prisonniers politiques sud-africains que tu l'as faite) !

Tu nous a fait aimer James Mangé en nous le faisant vivre. En nous le faisant vivre.

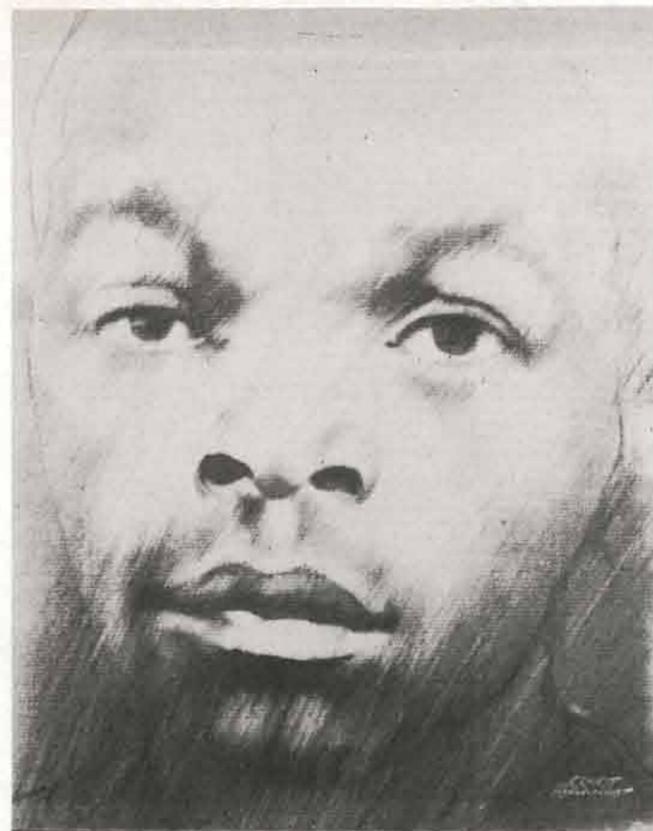
Ernest, on t'aime !

Jean Louis SAGOT-DUVAUROUX

Ernest Pignon-Ernest (à droite) présente ses œuvres à Alex Mounbaris de l'A.N.C. (à gauche) et à Peter Manning de la Swapo (au centre).



Photo : Abdelhak Senna



James Mangé.

pour james mangé

Ernest Pignon-Ernest a fait pour le mrp trois portraits de James Mangé à partir de la seule photo qu'on connaisse de lui. Le premier portrait, un dessin, a été utilisé pour l'affiche appelant à la manifestation du 20 mars devant l'ambassade d'Afrique du Sud. Cette affiche, tirée à 15.000 exemplaires, a été largement collée sur les murs de la capitale. Il en reste quelques exemplaires au mrp que l'on peut se procurer pour la somme de 5 Frs.

Le second dessin, un portrait également, plus achevé que le premier qui lui a servi de base, a été tiré en poster sur un papier fort (170 gr). Il est vendu 20 Frs par mrp-solidarité au profit des familles de prisonniers politiques sud-africains.

Le troisième est une gravure à l'eau-forte tirée à 125 exemplaires. Elle est également vendue au profit des familles des prisonniers de l'apartheid par mrp-solidarité au prix de 500 Frs. Nous exprimons ici nos vifs remerciements à Maurice Felt, graveur, qui a tiré ces eaux-fortes au profit du mrp, participant ainsi de manière éminente à la campagne en faveur de James Mangé.

Les originaux et la plaque de cuivre de la gravure seront conservés au mrp et remis à l'ANC lors de la libération de l'Afrique du Sud.

Et pour ceux qui veulent mieux connaître l'œuvre d'Ernest Pignon-Ernest, lire absolument le livre que lui ont consacré Marie-Odile Briot et Catherine Humblot sous le titre : « Ernest Pignon-Ernest, la peau des murs » (éd. Limage A. Vaila).

On y retrouve les principales interventions picturales de l'artiste dans les rues des villes de France, dont quelques-unes, et non des moindres, rejoignent tout-à-fait les préoccupations de la lutte contre le racisme (conditions de vie des immigrés, apartheid, etc.).

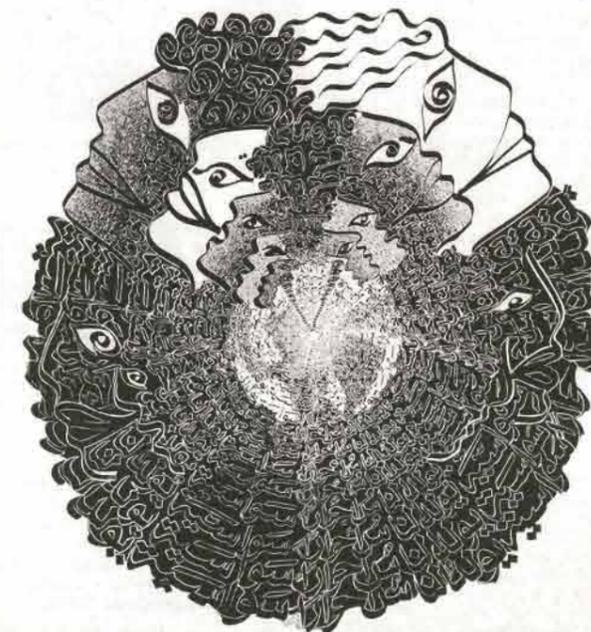
au profit du mrp

100 artistes contre le racisme

vente d'œuvres d'art
lithographies, sérigraphies,
gravures, sculptures

du 20 au 30 avril
de 11h à 19h

Chapiteau
square des Innocents
(près du forum)
Paris 1^{er} Métro Halles



livres

être juif dans la société française

L'histoire du peuple juif est à la fois celle d'une persistante fidélité à un livre et celle de l'implacable ostracisme dont ce peuple n'a cessé de faire l'objet. Accusé de la crucifixion de Jésus — d'où l'antisémitisme chrétien —, avant que de l'être d'avoir donné naissance au monothéisme jugé soit comme fanatisme faisant obstacle au progrès des Lumières, soit comme fauteur principal de la « *décadence occidentale* » — d'où l'antisémitisme athée, politique puis raciste —, la collectivité juïque se singularise par l'incroyable permanence de son rôle, de victime émissaire.

Sous la diversité et la contradiction des reproches, les Juifs ont étrangement été voués à l'accusation principale de rester juifs ! Prenez par exemple l'Inquisition (XIII^e) : « *Le Juif qui refuse le baptême risque sa vie, mais celui qui l'accepte devient un suspect que guette le bûcher* ». Lisez aujourd'hui un Fabre-Luce : les Juifs devraient s'assimiler au point de n'être plus juifs, pour n'être plus suspectés (de double allégeance, etc.). Qu'est-ce à dire ? Qu'au Juif toutes les voies sont fermées. Et qu'on ose en outre, ignominieusement, lui en reprocher les conséquences ! La « *solution finale* » apparaît ainsi comme la conclusion logique de l'entreprise systématique d'exclusion et d'abaissement où l'Occident s'est engagé face aux communautés juives.

Comme si la différence propre du Juif était d'elle-même scandaleuse, le fait d'être juif, une indélébile souillure. « *Un peu de paille suffira* », répondait Laval à qui attirait son attention sur l'inhumanité de certains convois vers l'Allemagne, rappelle Pierre Emmanuel. La France ne doit plus jamais redevenir, sous d'autres sinistres figures, anti-dreyfusarde ou pétainiste.

Tel est l'enseignement le plus vif du dernier tiers de cet ouvrage remarquable, véritable somme sur la vie des Juifs en France depuis les débuts de notre histoire nationale.

Notons que la part faite à la période postérieure à 1789 couvre plus des deux tiers du livre, et permet au lecteur de saisir synthétiquement les origines complexes de l'actuelle « *question juive* ».

Pierre-André TAGUIEFF •

Béatrice Philippe : « *Etre juif dans la société française du Moyen-Age, à nos jours* ». Préface de Pierre Emmanuel, Editions Montalba, 3^e trimestre 1979.

ti-jean l'horizon

Ti-Jean l'Horizon, le dernier roman de Simone Schwarz-Bart est un coup de maître dans la littérature antillaise francophone, la littérature française tout court. Près de 300 pages torrentielles, sensuelles et cruelles content l'odyssée de Ti-Jean, héros traditionnel des contes créoles qui sont aux « îles » l'équivalent de Mille et Une Nuits caraïbes, qui, bien qu'il s'enracine dans sa Guadeloupe, va chercher jusqu'en Afrique ses propres origines, celles de son identité profonde encore peu assurée, voyage à travers les mythes, les coutumes, les croyances, à travers « *la nuit de notre naissance, la nuit de l'esclavage* ».



Simone Schwarz-Bart

Par sa quête, Ti-Jean, rejeton d'un peuple foncièrement métis aux origines multiples va éclairer tout son peuple qui s'est amputé d'une partie de lui-même, au profit de l'Occident, à tel point qu'à son arrivée en Afrique, au Niger, le village se vide à son approche car on le prend pour un Blanc à peau noire, un fantôme en quelque sorte ! Mais il reviendra aux Antilles plus sage car « *il sait* », éclairé par son expérience et par son fol amour d'enfance pour « *Egée au souffle rafraîchissant* ».

Pour conter cela, Simone Schwarz-Bart « *casse* » le langage du dominant français pour, comme elle le dit avec humour « *coloniser* » la langue des bords de Seine.

Yves THORVAL

cinéma

les rencontres cinématographiques d'amiens



Touhami Seghrouchi et J.P. Marcos présentent au public la gravure d'Ernest-Pignon-Ernest offerte par le mrap à « *Black Britannica* ».

Pour un coup d'essai ce fut un coup de maître. Organisée du 29 février au 9 mars dernier les « *Rencontres Cinématographiques d'Amiens contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples* » ont remporté un franc succès. Plus de 8.000 personnes ont assisté aux différentes projections à Amiens même et aussi dans plusieurs salles éparpillées dans les communes environnantes. De plus les films présentés à Amiens ont été, de l'avis de tous les participants, de bonne facture.

Pour mémoire rappelons que 14 longs métrages et 22 courts métrages étaient en compétition alors que plus de vingt films étaient présentés en information.

Le festival a permis, par le biais de l'expression cinématographique du tiers-monde, de mieux faire connaître ou découvrir la réalité des minorités discriminées en Occident et la lutte des peuples pour leur libération nationale.

Le jury où figuraient entre autres le réalisateur algérien Merzak Al-louache et Jean-Louis Sagot Duvaurox, rédacteur en chef de droit et liberté a désigné comme lauréat du festival le film du cinéaste iranien Parviz Kimiavi : « *O.K. Mister* ».

- Voici la liste des films primés.
- Prix du long métrage : O.K. Mister de Parviz Kimiavi (Iran).
- Prix du court métrage : Page de vie de l'immigration de Alvaro Bizzari (Italie).
- Prix de la ville d'Amiens : Cauchemars parfumés de Kidlat Tahimik (Philippines).
- Prix du mrap : Black Britannica de David Koff (Grande-Bretagne).
- Prix spécial du jury : Agripino de Jan Linqvist (Suède).
- Prix du public : La plainte de Jimmy Black Smith de Fred Schepisi (Australie).

(1) A l'occasion de ce festival droit et liberté a publié un numéro spécial (48 p. 6 F) consacré à « *Cinéma et Racisme* ». On peut se le procurer au mrap.

théâtre

négroropéen express

La poésie, la musique et l'usage s'allient dans ce spectacle pour nous restituer la voix profonde de l'Afrique.

Mireille CARRÈRE

20h30, Petit Forum des Halles.

congrès



Le congrès du mrap est officiellement ouvert. Pierre Paraf, président, prend la parole.

la france de la résistance au racisme

un congrès de lutte

La France de la résistance au racisme, la France de l'amitié entre les peuples s'est donné rendez-vous les 22 et 23 mars à Paris à l'occasion du congrès du mrap.

Ils sont venus d'Auvergne, de Bourgogne-Franche-Comté, de l'Est, du Nord-Picardie, de l'Ouest, du Limousin-Poitou-Charente, des Pyrénées-Languedoc, de Rhône-Alpes, du Sud-Est, du Sud-Ouest, de Paris et de la région parisienne. Ils sont venus, délégués par la centaine de comités locaux que compte le mrap, non pour assister à une cérémonie lénifiante où le ronronnement mondain voisine avec les déclarations d'autosatisfaction mais pour agir et faire progresser la cause antiraciste.

La lutte, la réflexion, l'échange d'expériences : le congrès s'est articulé autour

de ces trois pôles intimement liés entre eux.

La lutte, la combativité ont été présents tout au long des débats et interventions que ce soit à la tribune officielle ou au cours des travaux des commissions et au moment de la discussion générale.

Elle s'était déjà manifestée — et de quelle manière ! — le jeudi 20 mars du côté de l'ambassade d'Afrique du Sud où, bravant le froid et la neige, 1500 personnes avaient crié leur révolte contre l'apartheid qui a condamné à mort James Mangé.

Dès 9 heures, les délégués ont pris place dans la salle du congrès.



Photo : Abdelhak Senna.



Photo : Abdelhak Senna.

Albert Lévy, secrétaire général, a donné lecture du rapport du Bureau National.

Elle a trouvé un prolongement au Congrès, quand Pierre Paraf, président du mrap, dans son discours d'ouverture a appelé le Mouvement à réaliser autour de lui « le rassemblement de la conscience française ».

« Contre le racisme, pour la paix, pour les Droits de l'Homme, ce triple combat est pour nous indivisible, a ajouté Pierre Paraf. Ces droits qui sont partout compromis et jusqu'en notre patrie qui les fit

vie sauve pour James Mangé !



Photo : Thierry Morel.

Manifestation combative en faveur de James Mangé.

Quelques lignes en bas de page dans deux ou trois quotidiens. Un jeune homme de 24 ans vient d'être condamné à mort pour son opposition au racisme de l'apartheid, en Afrique du Sud. On est le 15 novembre 1979.

Quatre mois plus tard, 1500 personnes défilent sous une pluie mêlée de neige vers l'ambassade d'Afrique du Sud. Les portraits vingt fois répétés de James Mangé, les drapeaux de l'ANC, les slogans...

Et pourtant, le jeune condamné n'a toujours pas fait la une des journaux. Les défenseurs habituels des Droits de l'Homme ne le citent jamais. D'où viennent ces antiracistes qui par centaines crient : « Liberté pour l'Afrique du Sud, vie sauve pour James Mangé ! ».

Le lendemain de l'annonce du verdict, le mrap déclare dans un communiqué qu'il fera « tout ce qui est en son pouvoir » pour que James Mangé ne soit pas pendu comme le fut l'an dernier Solomon Mahlangu.

Depuis, 15.000 séries de quatre cartes postales ont été éditées et 9.000 effectivement diffusées. Des dizaines de milliers de tracts distribués, des dizaines de milliers d'affiches éditées et collées. D'autres organisations se sont jointes à l'action. Le rassemblement mensuel devant l'ambassade d'Afrique du Sud est un test chaque fois encourageant. Malgré le mur de silence qu'observe obstinément la « grande » presse, James Mangé commence à être connu, avec ce visage si poignant que lui a donné le peintre Ernest Pignon-Ernest.

Le 20 mars, veille de la Journée internationale de lutte contre le racisme et 20^e anniversaire du massacre de Sharpeville, au moment où va s'ouvrir le congrès du mrap, c'est une belle manifestation de solidarité qui emprunte la rue de l'Université sous la banderole commune du mrap, du MAACAO et de l'AFASPA.

Nombreuses sont les organisations qui sont présentes, une importante délégation du bureau confédéral de la CGT, la Ligue des Droits de l'Homme, l'union régionale CFDT, des élus communistes et socialistes, la Jeunesse communiste, l'Association des Chrétiens contre la Torture, le Michmar, la Jeunesse ouvrière chrétienne, des organisations d'immigrés, on ne peut toutes les citer.

Devant l'ambassade, Albert Lévy, longuement applaudi, appelle la foule à renforcer encore ce mouvement de solidarité déjà significatif qui a dû et su se passer des grands moyens d'information. Comme pour lui faire écho « Le Monde » publie le lendemain le récit d'un procès qui s'est passé... quatre mois plus tôt !

Après les discours des représentants de l'AFASPA et du MAACAO, Alex Moumbaris rappelle le temps, si proche, où il était entre les mains des racistes en face de l'ambassade desquelles nous nous trouvons. Une ovation salue son intervention. On se sépare dans le froid, mais rendez-vous est donné pour le jeudi 17 avril.

rayonner sur le monde, veillons à ce qu'ils soient mieux respectés dans notre intérêt et pour notre honneur. Veillons à ce que soit sauvegardé ce droit à la différence, à ces diversités dont est faite l'harmonie des nations/.../ Que notre action, non seulement dans le fond, mais dans la forme, demeure unitaire et fraternelle. Qu'elle n'apparaisse pas seulement contre, mais aussi pour. Aussi bien sommes-nous, dans notre titre même pour l'amitié entre les peuples, ce qui implique l'amitié entre les hommes ».

contre le racisme sous toutes ses formes

Appel à la lutte encore quand Albert Lévy, secrétaire général du mrap, lors de la lecture du rapport du bureau national intitulé « luttons ensemble contre le racisme sous toutes ses formes » a rappelé que face à la montée du racisme d'Etat, de l'antisémitisme et des théories pseudo-scientifiques de la « nouvelle » droite « une nouvelle résistance s'affirme ».

Résistance qui doit beaucoup à l'action du mrap, avec ses comités locaux comme le montrait Jean-Pierre Garcia dans son intervention à ses publications, brochures, tracts, communiqués, cahiers, affiches, à la revue **droit et liberté**, etc...

« Nous devons, indiquait Albert Lévy, libérer les consciences de l'intoxication raciste — préjugés qui paralysent la sensibilité et la raison, qui arment moralement les criminels et désarment ceux qui devraient s'y opposer ».

Jean-Pierre Garcia a évoqué l'action du mrap « sur le terrain ».



Photo : Abdelhak Senna.



Photo : Abdelahak Senna

Un public attentif a suivi les débats.

Les manœuvres et le double langage des pouvoirs publics qui se dissimulent derrière le paravent de mesures-gadgets telle que la prétendue « semaine du dialogue Français-Immigrés » pour mieux faire avaler l'amère pillule d'une législation de plus en plus discriminatoire, ont été dénoncés avec force par les congressistes.

En particulier, Henri Noguère, président de la Ligue des Droits de l'Homme et membre du comité d'honneur du mrap a stigmatisé avec vigueur ces pratiques hypocrites dont une nouvelle illustration venait de nous en être donnée par la publication dans plusieurs journaux d'une page de publicité affirmant que le dialogue façon Stoléru, était la réponse au racisme. Etrange bric à brac de signatures où voisinaient M. Lionel Stoléru, l'ambas-

L'abbé Jean Pihan, vice-président du mouvement.



Photo : Abdelahak Senna

sadeur de Turquie et Jean Pierre-Bloch président de la LICRA.

solidarité internationale

La lutte c'est aussi la solidarité avec les mouvements de libération d'Afrique australe qui luttent contre l'apartheid et le racisme, avec l'A.N.C. de l'Afrique du Sud raciste, avec le SWAPO de Namibie, illégalement occupée, avec le Front Patriotique du Zimbabwe libéré, avec tous ceux qui luttent contre le racisme dans quelques pays que ce soit.

Notamment en U.R.S.S. où des publications contrôlées par l'Etat « reprennent

François Grémy, vice-président.

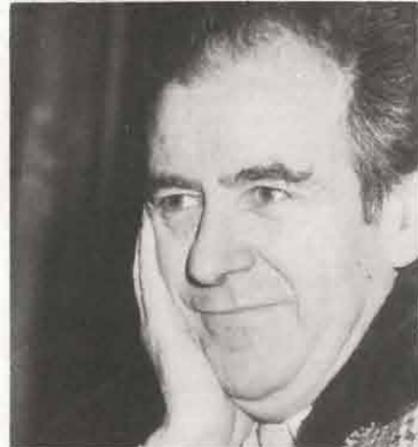


Photo : Abdelahak Senna

grossièrement sous prétexte de combattre le sionisme, les slogans monstrueux du passé contre les juifs », aux Etats-Unis, où des milliers de prisonniers politiques, des militants noirs ou indiens, tels que Gary Tyler, Johnny Harris et Léonard Peltier croupissent dans les prisons pour s'être opposés à l'injustice, la discrimination, les violences policières et administratives.

le racisme d'état

Le congrès a été amené à réfléchir sur les données actuelles du racisme, sur les

Me George Pau-Langevin, vice-présidente.



Photo : Jacques Bigot

moyens les plus appropriés pour le combattre. Interrogations que l'on peut résumer en deux phrases : quelles formes, quels dangers présente-t-il ? Que faisons-nous, que devons-nous faire pour le mettre en échec ? Albert Lévy a souligné que les immigrés étaient désignés comme responsables de la crise, qu'on

détournait contre eux mécontentements et colère.

« La crise s'est accentuée, déclarait-il. Le racisme aussi. Nous noterons la dimension internationale ajoutée à l'une et à l'autre. En insistant outrancièrement sur le pétrole, l'on attribue aux Arabes — y compris ceux qui travaillent ici — les

dangers qui pèsent sur l'économie occidentale. De même, on impute aux pays en développement les conséquences néfastes en France d'un redéploiement industriel qui n'a pas d'autre but que de les exploiter davantage ».

les immigrés ne sont pas responsables du chômage

Albert Lévy rappelle alors que : « Chaque fois qu'il est question de l'immigration dans les déclarations officielles, c'est systématiquement, désormais, qu'elle est présentée comme un élément du problème de l'emploi.

On préconise une « diminution du nombre des travailleurs immigrés » pour assurer, dit-on, « l'équilibre de l'emploi dans les dix ans à venir ». On proclame : « Nous changeons d'époque, nous devons changer de politique en ce qui concerne l'immigration ». On n'hésite pas à expliquer devant des millions de téléspectateurs que la présence de « beaucoup de travailleurs immigrés en France » est l'une des principales causes du sous-emploi et que leur départ rendrait les problèmes « moins difficiles à résoudre ».

Ou bien, à l'inverse, on exalte la « génè-

pierre paraf : une vie consacrée au combat antiraciste



photo : Abdelahak Senna

Pierre Paraf est devenu président d'honneur par acclamation.

Au cours de la séance du 23 mars Charles Palant, vice-président du mrap, a tenu, au nom de tous les militants, à rendre un vibrant hommage au Président Pierre Paraf qui avait demandé à abandonner la présidence du Mouvement qu'il a dirigé depuis dix-huit ans. Voici de larges extraits de son intervention :

« Il y a près de quarante cinq ans que j'ai entendu Pierre Paraf pour la première fois. Je m'enthousiasmai pour son discours dont la haute tenue, l'intelligence et la lucidité du contenu, le courage de l'orateur constituaient un vibrant appel à la lutte contre les forces montantes du fascisme, la menace de la guerre hitlérienne... Pierre Paraf apportait à Radio-Cité la fougue de ses profondes convictions républicaines et démocratiques servies par l'étendue de sa culture, l'immensité de son talent d'écrivain, la foi ardente et communicative du militant de la paix.

Ses accents étaient ceux de la jeunesse qui avait été marquée par l'horrible boucherie que fut la guerre de 14... La guerre voulue par Hitler éclate. Aux côtés de Justin Godart et président du Front National clandestin pour la moitié Sud de la France, Pierre Paraf est rédacteur en chef du journal clandestin « Le patriote de Lyon ».

Il milite en outre activement avec les Résistants du Mouvement National Contre le Racisme, l'ancêtre clandestin du mrap que les survivants du M.N.C.R. créeront en 1949...

Parmi les premiers, Pierre Paraf apporte son adhésion enthousiaste au jeune mrap avec André Blumel, Léon Lyon Caen, Marc Sangnier, Yves Farge, Frédéric Joliot-Curie et tant d'autres.

... Nous restons profondément reconnaissants à Pierre Paraf pour son attachement rigoureux aux principes qui fondent le mrap, sa fidélité sans faille à l'esprit unitaire de notre action, au respect jamais en défaut du pluralisme que commande notre unité, à la résistance courageuse aux pressions se voulant amicales et parfois d'une insistance lourde, à la limite de la dignité, au sens élevé des responsabilités dont se veut porteur le mrap.

Nous lui sommes reconnaissants pour la courtoise richesse du verbe avec lequel il sait défendre ses convictions tandis que ne le quitte jamais cet esprit de noble ouverture à l'indulgence et à la compréhension des autres ».

Après avoir déclaré que le mrap tenait entre ses mains le flambeau porté par Montaigne, et l'abbé Grégoire, par Emile Zola et le cardinal Sallière et enfin par Pierre Paraf, Charles Palant s'adressait en ces termes à ce dernier : « Vous restez parmi nous un militant aux qualités incomparables dont la réflexion, la parole, la plume continueront longtemps à apporter leurs lumières à notre combat, à notre action ».

Vœu partagé par les congressistes qui, par acclamations ont élu Pierre Paraf au poste de Président d'Honneur du mrap.

Charles Palant, vice-président.



Photo : Jacques Bigot



Photo : Abdelhak Senna

Véronique de Rudder, sociologue, a traité des relations « inter-ethniques ».

rosité » française en alignant les chiffres, aussi fictifs que mirabolants des « sacrifices » consentis pour le « bien-être » de ces mêmes immigrés ».

sélection ethnique et politique

Il ajoute : « Tous nos dirigeants savent bien que chômage et immigration sont deux phénomènes indépendants l'un de l'autre, que les travailleurs étrangers ne sont pour rien dans la crise, et que leur départ massif n'atténuerait pas les difficultés économiques et sociales, bien au contraire ».

Pourquoi cette politique ? Le rapport du ... Et Lionel Jospin, député du Parti Socialiste.



Photo : Abdelhak Senna



Photo : Jacques Bigot

Philippe Farine, journaliste, a évoqué la faim dans le monde.

bureau national apporte les éclaircissements nécessaires : « Outre les divisions, les diversions que procure la désignation des immigrés comme boucs émissaires de la crise, les menaces que l'on fait peser sur eux aggravent la précarité de leur situation, donc affaiblissent leurs moyens de défense, donc facilitent encore la surexploitation de cette main-d'œuvre bon marché, déjà rejetée au bas de l'échelle sociale par un véritable apartheid à la française... Sur la base d'une sélection ethnique et politique, il s'agit surtout d'éliminer d'une part les Maghrébins et les Africains noirs, et d'autre part, ceux qui se défendent avec le plus de combattivité, pour les remplacer par d'autres, plus « blancs » et plus malléables, menacés à leur tour d'un renvoi brutal après usage. Cette rotation répond sans conteste aux souhaits du gouvernement comme aux intérêts du grand patronat ».



Photo : Abdelhak Senna



Photo : Abdelhak Senna

Parmi les invités de marque : Gisèle Moreau député du Parti Communiste...

les antisémites ne désarment pas

Après avoir souligné que le racisme tue en France (chaque semaine apporte son lot de mauvaises nouvelles), Albert Lévy montre que les juifs ne sont pas épargnés par les violences : plastiquages de locaux, d'associations, d'institutions, profanations de synagogues et de cimetières juifs, articles provocateurs, lettres et graffiti menaçants se sont multipliés ces dernières années.

De nombreuses interventions ont permis aux congressistes d'approfondir leur réflexion. Colette Guillaumin, sociologue au C.N.R.S. a montré dans un rapport très

Une assistance nombreuse.



Photo : Abdelhak Senna

Les congressistes se sont réunis l'après-midi en commission.

écouté combien les théories du G.R.E.C.E. sont racistes, quelles sont ses filiations, comment elles alimentent les préjugés quotidiens après avoir été vulgarisées et jetées en pâture à l'opinion publique par certains hommes politiques. Philippe Farine, journaliste à « Faim et Développement » (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) a attiré l'attention sur les violations des Droits de l'Homme que sont famine, misère, analphabétisme, sous-développement etc...

Enfin Véronique de Rudder, sociologue, a traité des « relations inter-ethniques », et dénoncé tous ceux qui, l'expression « seuil de tolérance » à la bouche, présentent les immigrés comme un corps étran-

ger susceptible d'être rejeté par les Français comme le serait le cœur lors d'une transplantation cardiaque.

le travail des commissions

Lieux de réflexion, de lutte mais aussi d'échange d'expériences, les commissions ont réuni de très nombreux congressistes. 5 commissions ont été mises en place : forum (débat général), action des comités locaux, action juridique, finances, **droit et liberté** et matériel d'information.

Répartis dans plusieurs salles les militants ont confronté leurs expériences, fait part de leur difficultés, de leurs propositions pour renforcer la lutte antiraciste (la place nous manque ici pour rendre compte des travaux mais les documents du congrès seront publiés dans un Cahier droit et liberté).

Après que Claudine Mardon, trésorière du mrap, ait apporté quelques réflexions sur la situation financière du mrap, rappelant en particulier qu'il y avait beaucoup à faire dans ce domaine même si les adhésions ont augmenté de 68% en 1979, la discussion générale s'engageait. Les rapports des commissions ont été lus aux congressistes qui n'ont pas

Ici la commission droit et liberté et matériel d'information.



Photo : Abdelhak Senna

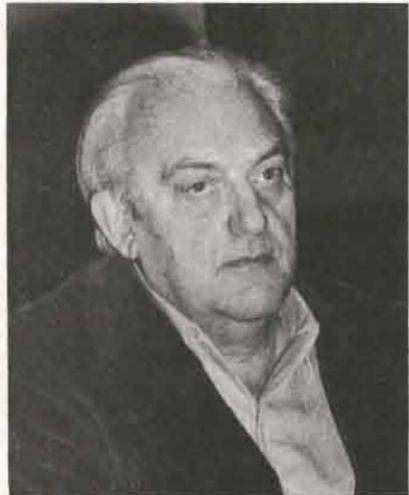


Photo : Jacques Bigot

Me Manfred Imerglik, rapporteur de la commission juridique.



Photo : Abdelhak Senna

Claudine Mardon, trésorière, a dressé le bilan de la situation financière du mrap.



Photo : Jacques Bigot

Me Laure Dachevsky-Perrin a parlé des statuts du Mouvement.

la fraternité n'est pas un sentiment mais un combat

hésité à prendre la parole pour apporter leur pierre à la construction de la France antiraciste. Toujours sérieuses, vivantes, passionnées les interventions ont donné une bonne image du mrap, un mrap où l'on dit ce que l'on pense même si cela doit prendre un tour un peu pagailleux. C'est aussi cela la force du mrap : un mouvement réellement démocratique.

Un aspect de la vie du mrap que François Gremy devait longuement développer dans son rapport de conclusion du congrès. « La multiplication des comités locaux, déclarait-il, la décentralisation, l'autonomie de ceux-ci, le rajeunissement impressionnant du mrap, sa capacité d'innovation rendent vaine toute accusation de monolithisme. La vivacité de nos discussions dans ce congrès, une certaine poésie dans l'action concrète ne plaident guère davantage pour une direction contrôlée et téléguidée ».

Evoquant les lois scélérates Bonnet et Stoléru, l'orateur ajoutait : « Je crois que ce qui nous unit aussi, ce n'est pas seulement une certaine idée de l'homme, mais aussi une certaine idée de la France, et c'est au nom d'un culte ombrageux que la honte nous saisit devant cette abominable offense législative, administrative et policière... Quand nos enfants reliront

l'histoire de cette période ils seront frappés d'écœurement ».

Après avoir rappelé que « la fraternité humaine n'est pas un sentiment, mais un combat », François Gremy affirmait que « le premier devoir du mrap est celui de la lucidité, de l'intelligence, de l'information, de l'éducation ».

« Notre rôle, continuait-il, n'est pas celui de dénoncer le mal, il est d'en extirper — ici en France — les racines ; il est de démasquer les évidences collectives, les mythes sur quoi reposent le racisme et l'exploitation, de lutter sur tous les terrains, celui de la biologie, de la psychologie, de la sociologie, de l'économie, de l'analyse politique, de l'ethnologie, ceci pour lever tous les obstacles mentaux, qui maintiennent ou aggravent les inégalités ».

C'est sur cet appel à la lutte, largement applaudi, que le congrès à pris fin.

Sous la présidence de Charles Palant, la séance de clôture a été consacrée au vote de la résolution finale.



Photo : Abdelhak Senna

solidarité internationale

La musique aussi ! Pour un soir de solidarité internationale où l'on n'oublie pas que l'antiracisme, c'est d'abord la joie de se retrouver ensemble.

Talila interprète avec son immense talent les chants en Yiddish des ghettos de Pologne, chants qu'elle arrache au folklore pour leur rendre toute la chaleur de la vie qu'on n'enferme jamais dans les musées. C'est formidable de découvrir sur les visages qui ne s'y attendaient pas, pas tous, la stupeur de la découverte. Foule de toutes les couleurs qui écoute Talila-la-juive et qui l'aime. Immigrés venus du Maghreb ou d'Afrique Noire, Fran-

çais de partout, ceux qui comprennent et ceux que seule la musique amène à comprendre, réunis en judaïsme un instant, qui découvrent qu'après tout, c'est bon d'être homme et que c'est bon dans toutes les langues.

Un Tunisien de Suède salue le Congrès, les représentantes du MRAX et de la Ligue Belge des Droits de l'Homme, l'envoyée de la revue antinazie britannique Searchlight. Tous les représentants



Photo : Jacques Bigot

Talila

étrangers ne peuvent parler mais les nombreux messages montrent combien l'action du mrap retrouve les luttes menées dans le monde entier pour un monde plus fraternel.

Et puis, c'est le déluge de rythmes, Henri Guédon, la Salsa qui arrache peu à peu les corps aux fauteuils. La salle grise de la Bourse du travail n'en revient pas. Le Congrès du mrap s'est mis à danser. Au fond d'abord, et puis la contagion prend dans les allées, jusque devant la scène où naissent les sonorités venues des Caraïbes, filles du mariage entre la civilisation africaine et la musique espagnole.

Henri Guédon s'arrête. Le drapeau de l'ANC d'Afrique du Sud est brandi sur la

Les congressistes ont dansé au rythme de la salsa de Henri Guédon.



Photo : Jacques Bigot

PRONUPTIA[®]
SELECTIONS



Gratuit

Venez vite le demander,
nous vous l'offrons, 100 pages couleurs
où vous découvrirez la toute nouvelle
Collection PRONUPTIA
printemps/été 80...

MAGASIN PRINCIPAL - Siège Social
16-18, rue du Faubourg Montmartre
75009 PARIS

Brochure Pronuptia Sélections
à retirer au magasin le plus proche
de chez vous.

**MAISONS
RECOMMANDEES**

AU FIN BONBON

36, rue Lebour
93100 Montreuil

Ets BERROUS

38, Passage du Grand Cerf
75002 Paris

torrente

2, rue de Sèvres
2, carrefour Croix-Rouge
75006 Paris

femmes 222 90 50
hommes 544 10 06

S.O.R.B.T.P.

14, rue Roger Bacon - 75017 PARIS
Tél. 754.10.03

mathé

IMPORT EXPORT

GROS 1 2 GROS

ADMINISTRATION - COMPTABILITÉ

10, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS - Tél. : 209.76.00

DEPART. FIL : 93, QUAI DE VALMY, 75010 PARIS
607.32.80 - 206.94.73

SIÈGE SOCIAL ET MAGASIN : 172, RUE SAINT-DENIS 75002 PARIS
TEL. 233.17.85



**BOUTONS
BOUCLES
FERMOIRS
GALONS**

TEL : 260.31.93

113, rue d'Aboukir PARIS

congrès



Photo : Jacques Bigot

Michel Muti du Front patriotique du Zimbabwe a adressé ses salutations au congrès. Jaune de l'or qui fait la richesse d'un sous-sol volé au peuple d'Afrique du Sud, vert de l'agriculture qui fait la richesse d'un sol volé au peuple d'Afrique du Sud, Noir de la couleur qui est celle du peuple d'Afrique du Sud. Chacun se tait. C'est pour la solidarité avec les représentants des trois peuples résistants d'Afrique australe que va se manifester maintenant toute la chaleur réveillée par la musique.

Michel Muti, étudiant Zimbabwéen, à



Photo : Jacques Bigot

Alex Mounbaris a évoqué la lutte de l'A.N.C. contre le régime d'apartheid.

Paris, symbolise parmi nous la victoire du Front Patriotique contre le colonialisme et le régime raciste de Ian Smith. Peter Manning, représentant de la SWAPO, le Mouvement de libération de la Namibie, rappelle avec force la communauté de lutte entre tous ceux qui refusent la domination raciale. Il dénonce vigoureusement l'exportation vers la France de l'uranium namibien et lit à cette occasion une lettre de travailleurs de la mine de Rössing d'où est extrait cet uranium et où les



Photo : Jacques Bigot

Peter Manning (SWAPO) a dénoncé l'exportation de l'uranium namibien vers la France.

conditions de travail sont particulièrement atroces.

Enfin, pour l'African National Congress d'Afrique du Sud, Alexandre Mounbaris évoque la combattivité et l'organisation de plus en plus efficace du mouvement de libération, ouvrant aux congressistes la perspective d'une Afrique du Sud enfin libre.

On se quitte. La lutte continue !

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

PRESIDENT : Pierre PARAF.
VICE-PRESIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M^e George PAU-LANGEVIN, Docteur François GREMY.
SECRETARE GENERAL : Albert LEVY
COMITE D'HONNEUR : Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Maurice BEJART, Jacques BERQUE, Général de BOLLARDIERE, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Marie José CHOMBART de LAUWE, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Pierre GARRA, Colette GUILLAUMIN, Monseigneur Guy HERBULOT, Jean HIERNAUX, Georges HOURDIN, Albert JACQUARD, Professeur François JACOB, Pierre JOXE, Jean-Pierre KAHANE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Bâtonnier Bernard LASSERE, Michel LEIRIS, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Françoise MALLET-JORIS, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Jean PI-CART LE DOUX, Gilles PERRAULT, Marcel PRENANT, Wladimir RABI, Alain RESNAIS, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Vieira da SILVA, Jean SURET-CANALE, Haroun TAZIEFF, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Iannis XENAKIS, Bernard ZEHRFUSS.

Poursuivant son action de toujours, le mrap affirme sa volonté de combattre avec une égale vigueur tous les aspects du racisme, quels qu'en soient les auteurs ou les victimes, en quelque lieu que ce soit.

Défendant les droits et la dignité de tous les hommes, dans le respect de leur identité, il œuvre pour l'amitié entre les peuples, condition majeure de la paix.

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples

J'adhère au m.r.a.p.

Je m'abonne à droit et liberté



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 60 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du mrap.

Abonnement d'un an à droit et liberté (60 F). Abonnement de soutien (120 F). Etranger (90 F). C.C.P. 9239-81 Paris ■ Rayer la mention inutile

mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (mrap)
120, rue saint-denis - paris (2) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

Case réservée
F.A.P.

VETEMENTS DE PEAUX

DOUGLAS B.
SARL

LES CUIRS DE FRANCE

65, rue de Saintonge
75003 PARIS - TEL : 887.70.92

GROS

1/2 GROS

BOUTIQUE
(cacharel)

15, rue esquermoise - 59000 Lille
tél. (20) 54 21 12

23, rue de Béthune
59000 LILLE
Tél. : 54.75.58

24 RUE NEUVE LILLE 57 40 01
quatche

PRET A PORTER
FEMININ

MAISONS RECOMMANDÉES

LEVAN'S Création
12, rue du Grenier Saint Lazare
75003 Paris

ELI BE
65, rue Notre Dame de Nazareth
75003 Paris

Ets MARCIANO
26, rue Notre Dame de Nazareth
75003 Paris

ALPHI
prêt à porter masculin

51, rue de Turenne - 75003 Paris Tél. : 887.46.39

PRÊT A PORTER
FÉMININ
ETS. B. PAUL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 120.000 F

Tél. 508 - 53 - 05 226, Rue Saint-Denis
236 - 90 - 39 75002 PARIS

congrès

ils se sont associés au congrès

De nombreuses personnalités et associations ont manifesté leur intérêt pour l'action du mrap, par leur présence au congrès ou par des messages.

Le congrès a salué plusieurs membres du Comité d'Honneur du Mouvement : **Henri Noguères**, président de la Ligue des Droits de l'Homme, **Henri Fauré**, **Jean Suret-Canale**, **Gérard Lyon-Caen**. D'autres, empêchés, avaient envoyé des lettres d'excuses et de sympathie : **François Jacob**, Prix Nobel, **Mgr Guy Herbulot**, évêque de Corbeil-Essonne, **Alain Decaux** et **Maurice Druon**, de l'Académie Française, **Charles de Chambrun**, ancien ministre, **Jacqueline Thome-Patenôtre**, **Albert Jacquard**, **Jacques Berque**, **Haroun Tazieff**, **Gilles Perrault**, le général de **Bollardi**, **Vieira da Silva**, **Albert Memmi**, **Wladimir Rabi**, **Henri Desoille**, **Marcel Prenant**, **Pierre Wertheimer**, **Louis Daquin**, **Bernard H. Zehrfuss**.

Parmi les personnalités politiques, citons la délégation du Parti Communiste Français, composée de **Gisèle Moreau**, députée de Pa-

ris, secrétaire du Comité Central, **Jean Garcia**, sénateur, **Marcel Zaidner**, et **David Wizenberg**, membres du Comité central; celle du Parti Socialiste composée de **Lionel Jospin**, secrétaire national, **Bertrand Delanoë**, **Jean Rossin**, conseillers de Paris; les messages de **Jacques Chaban-Delmas**, président de l'Assemblée Nationale, des députés **Florence d'Harcourt**, **Pierre Mauroy**, **Raymond Forni**, **Bernard Derosier**, **Jean-Pierre Chevènement**, **André Lajoinie**, **Hélène Constans**, **René Lamps**, **Maurice Nilès**, **Louis Odru**, **Emile Jourdan**; de **Maurice Schumann**, vice-président du Sénat; des sénateurs **Léon Eckhoutte**, **Marcel Champeix**, **Rolande Perlican**, **Charles Lederman**.

Des élus locaux avaient également exprimé leur intérêt et leur sympathie. Le maire de Garges-les-Gonesse, **Haim Cukierman**, était présent au congrès, ainsi que **Claude Sylard**, conseiller municipal de Lille, **Nicole Delaveau**, représentant la municipalité d'Audincourt. Des messages avaient été envoyés par des maires de diverses régions de France:

du monde entier

Le congrès fut une importante manifestation d'amitié internationale.

Le directeur-adjoint du Centre d'Information des Nations-Unies à Paris, **M. Mustapha Tlili**, a suivi une partie des travaux, **M. Amadou Mahtar M'Bow**, directeur général de l'U.N.E.S.C.O. s'était excusé.

De New York, est parvenu un message de M. l'ambassadeur **A. Clark**, président du Comité spécial de l'O.N.U. contre l'apartheid, de Genève, un message de **M. Theo C. van Boven**, directeur de la Division des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Les mouvements de libération d'Afrique australe se sont fait représenter: l'African National Congress (A.N.C.) par **Alexandre Moumbaris**, la SWAPO (Namibie) par **Peter Manning**, le Front Patriotique du Zimbabwe par **Michael Mutigwende**.

De Belgique étaient venus **Yvonne Jospa** et **Jean-Marie Faux**, du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (M.R.A.X.), **Edith Buch** et **Me Jacquemin**, de la Ligue Belge pour la Défense des Droits de l'Homme; de Grande-Bretagne, **Veronica Ware**, représentait la revue antifasciste « Searchlight ».

Pedro Portugal, a pris la parole au nom du mouvement indien Tupak-Katari (MITKA), de Bolivie, et **Senna Dilip**, au nom des travailleurs immigrés vivant en Suède.

D'autres messages ont été adressés au congrès par les associations suivantes: International Defence and Aid Fund (Chanoine L.J. Collins, président); Comités de Soutien à **Dessie Woods** (France et U.S.A.); Alliance Nationale contre la répression raciste et politique (USA), présidée par **Angela Davis** et le pasteur **Ben Chavis**; Comité Français de soutien aux Indiens d'Amérique; Mouvement indien « **Pedro Vilca Apaza** », du Pérou; Conseil Québécois de la Paix; Comité Canadien contre l'apartheid (Canadiens concerned about southern Africa); Fondation **Anne Franck** (Amsterdam); Université de Paix (Belgique); Community and Race Relations Unit, organisme dépendant du conseil britannique, des Eglises; Comité national contre l'apartheid, du Ghana; H.A.R.T. (Mouvement de lutte contre l'apartheid dans le sport) de Nouvelle Zélande.

Achille Peretti (Neully), **Parfait Jans** (Levallois), **Pierre Martin** (Villeneuve-le-Roi), **Jean-Louis Barger** (Champigny), **Gérard Bordu** (Chelles), **Jérôme Bevilacqua** (La Ferté sous Jouarre), **Jean Mouton** (Plaisir), **Jean Blanchon** (Saint-Martin d'Hères), **P. Lombard** (Martignes), **J.M. Ayrault** (Saint-Herblain), **Claude Lamblin** (Reims), ainsi que **Janine Thomas**, conseillère générale des Yvelines, **Marie-Noëlle Lienemann-Final**, conseillère générale de l'Essonne, **Bernard Burel**, maire-adjoint de Massy.

Signalons encore la présence d'un représentant du Mouvement de la Jeunesse Communiste de France, **Didier Sabatier**, les messages de **Serge Kriwkoski**, secrétaire Général de l'Union Progressiste, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de **Mme Léon-Jouhaux**, de l'historien **Léon Poliakov**, des pasteurs **G. Casalis**, et **J. Walter**, **Me Robert Kiefé**.

Ajoutons les trois orateurs qui ont présenté des exposés le samedi après-midi: **Philippe Farine**, ancien président du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, **Collette Guillaumin** et **Véronique de Rudder**, sociologues au C.N.R.S.

de multiples aspects de la lutte

La C.G.T. était représentée par **Henri Rollin** (Union Régionale Ile de France), **Alain Bonhomme** (U.D. Paris), **Jacques Trégaro** (Fédération des Travailleurs de la Métallurgie), **Habib Sassi** (Fédération de la Construction) et **Philippe Munch**.

Des messages étaient parvenus de **Michel Levray**, secrétaire du Centre Confédéral de la Jeunesse C.G.T., de **R. Lépinay** secrétaire général du SGEN-CFDT, **Jacques Rouyer**, secrétaire général du S.N.E.P.

Dominique Coujard, président du Syndicat de la Magistrature était présent au congrès, ainsi que **S. Raymond**, représentant le Syndicat National des Psychologues. **Me Francis Jacob** avait envoyé un message au nom du Syndicat des Avocats de France.

Étaient également présents une délégation de l'U.N.E.F. (**Jérôme de Mautort**, **Benoît Berry**) dont le Bureau National avait envoyé un message, un représentant de l'Union des Grandes Ecoles (**Jean-Yves Le Saux**), un représentant de l'U.N.E.F.-U.S., **J.M. Catin**, porteur d'un message.

La Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) était représentée par **Joël Billaut**, membre du secrétariat national, l'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de la Guerre (U.F.A.C.) par son secrétaire général, **Louis Beaudoin**; l'Aumônerie des Gitans par le Père **André Barthélémy**, la Fédération des Œuvres Laïques de Paris, par sa présidente, **Mireille Osmin-Lamarque**.

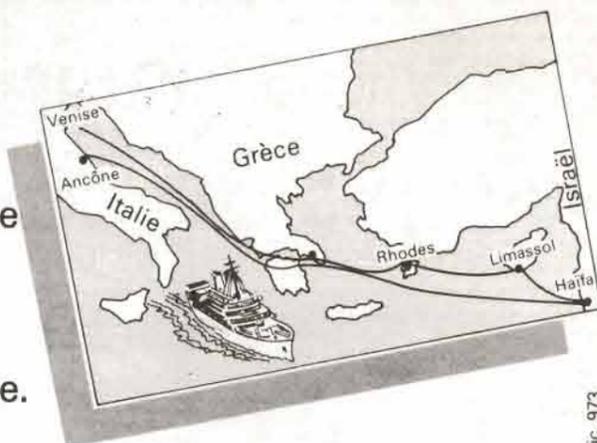
Témoignant de multiples aspects de la lutte pour l'Homme, pour la justice et la solidarité, des délégations des associations suivantes ont été signalées:

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide **Charles Steinman**, Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs **Maurice Sosiewicz**, Amicale d'Auschwitz **Marie-Louise Kahn**, Amicale des Anciens Déportés, Internés et Résistants Juifs et Familles de Disparus **Bernard Dudkiewicz**, Amicale Juive des Anciens Résistants **Gilbert Weissberg**.

Israël en voiture embarquez-vous à Venise ou Ancône et bonnes vacances

Sur l'Apollonia
de Hellenic Mediterranean Lines
Venise-Haïfa à partir de 810 Frs
par personne et 790 Frs par véhicule

Sur le Neptunia de Libra Maritime
Ancône-Haïfa à partir de 780 Frs
par personne et 640 Frs par véhicule.



Lic. 973

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou

Y TOUR 19, rue de la Michodière 75002 Paris Tél. : 742.22.84
Worms maritime 4, Place Bellecour 69001 Lyon Tél. : 42.22.52



mode enfantine

RAINETT
PARIS

raphaël Lazar

tapissier-décorateur

Installation (bureaux, magasins, appartements, hôtels, collectivités)
50, rue Volta - 75003 Paris - tél. 278.69.44

GENITHA 82, Bd Diderot
PARIS 12^e

Tél. : 344.61.37 et 628.85.58
CREDIT CETELEM

Ouvert sans interruption de 9 h à 20 h
sauf dimanche et fêtes.

M^o Reuilly-Diderot,
15 rue
Crozatier.

Cadeaux
Joaillerie
Orfèvrerie
Horlogerie
Bijouterie

Listes de Mariage -
Dépositaire des Grandes Marques

SUR TOUS
NOS
ARTICLES **20%** DE REMISE AUX
LECTEURS DE DROIT ET LIBERTÉ

congrès

le nouveau bureau national

A l'issue de ses travaux, le congrès a élu le Bureau National qui, selon les nouvelles structures du mrp, émane des comités locaux et des commissions spécialisées.

Pierre Paraf, président sortant, ayant été élu président d'honneur, le Bureau National désignera le président en même temps que l'ensemble de la Commission permanente lors de sa première réunion (19 avril). La Commission permanente, organe de réflexion, comprend le président, les vice-présidents, le secrétaire général, le trésorier et le rédacteur en chef de **droit et liberté**. Le Bureau National élira également le Secrétariat, organe exécutif. Le Bureau National est composé comme suit :

Membres sortants de la Commission permanente

Pierre Paraf, François Grémy, Charles Palant, George Pau-Langevin, Jean Pihan, Albert Lévy, Claudine Mardon, Jean-Louis Sagot-Duvaurois.

Candidats proposés par les régions

Auvergne : Alain de Goer (Clermont-Ferrand), Brigitte Dechosal (Vichy), Suppléants : Bohdan Michac (Montluçon), un délégué de Roanne (à désigner).

Bourgogne-Franche-Comté : Anne-Marie Goguel (Dijon), Claude Maetz (Montbéliard), Suppléants : Anne-Marie Ramelet (Montbéliard), Jean Charbonnier (Besançon).

Centre : Madeleine Fournier (Montargis), Simone Gorin (Orléans), Suppléants : Martine Barthélémy (Montargis), Marie-Claude Gelbon (Orléans).

Est : Ahmed Temmar (Sarreguemine), Serge Rensy (Longwy), Suppléants : Léon Hertzberg (Nancy), Alain Persigand (Longwy-Haut).

Nord-Picardie : Jean-Pierre Garcia (Amiens), Laurent Chambaud (Laon), Suppléants : Léo Capoville (Châlons), Jean-Marie Leclercq (Méricourt).

Ouest : Nicole Butelet (Evreux), Jean-Claude Valomet (Nantes), Suppléants : Catherine Marit (Le Mans), Elisabeth Vaure (Evreux).

Limousin-Poitou-Charente : Jacques Chevassus (Limoges), un délégué de Poitiers (à désigner), suppléant : un délégué de Guéret (à désigner).

Pyrénées-Languedoc : Monique Fauré (Castres), Gisèle Jourda (Carcassonne), Suppléants : Bernard Ny (Narbonne), Bernard Lacombe (Toulouse).

Rhône-Alpes : Michel Bénichou (Grenoble), Francis Angelloz (Annecy), Suppléants : Christian Zohoncon (Grenoble), Jacqueline Attais (Lyon).

Sud-Est : René Turc (Alès), Augustine Berthod (Nice), Suppléants : Ronan Nedelec (Marseille), Patrick Labruyère (Aix).

Sud-Ouest : à désigner.

Paris : Didier Fantin (18^e), Patrice Orcel (10^e-11^e), Suppléants : Philippe Enjolras (5^e-6^e), Philippe Tordeux (10^e).

Région Parisienne-Nord : Jean-Pierre Dreyfus (Asnières), Françoise Grillo (Saint-Denis), Suppléants : Guy Lévy (Nanterre), Jean-Michel Benazeraf (Asnières).

Région Parisienne-Sud : Gérard Coulon (Vitry), Claude Richard (Sartrouville), Suppléants : Martine Mercier (Massy), Serge Soyeux (Joinville).

Candidats proposés par les Commissions

Antisémitisme et néo-nazisme : Pierre Krausz, Arié Xavier-Ben Lévy, Suppléants : Jacques Lederman, Janine Angelby-Gutman.

Immigration : René Mazenod, Mania Aouri, Suppléants : Denis Lapègue, Jacques Bogros.

Action juridique : Me Francis Pudlowski, Me Manfred Imerglik, Suppléants : Me Elimane Kane, Me Renée Welcman.

Apartheid : Sylvie Saumonneau, Hirit Begasht.

Amériques : Robert Pac, Michel Marquant, Suppléant : Jean-Jacques Piron.

D.O.M. - T.O.M. : Jean Boulet, Michel Robert, Suppléants : Christine Viscard, Raphaël Constant.

Tsiganes et Gens du Voyage : Bertrand Bary, Suppléant : Xavier Desjonquères.

Finances : Guy Messenger, Henri Citrinot, Suppléantes : Claire Smolar, Michèle Parienté.

Rédaction droit et liberté : Jean-Pierre Giovenco, Mireille Carrère, Suppléants : Pierre André Taguieff, Patrick Kamenka.

Enseignants : Thierry Morel.

Mrp-Solidarité : Ghislaine Marini, Marguerite Langiert.

C.L.E.P.R. : Renée Baboulène, Suzanne Monnerie.

Autres militants : Alexandre Chil-Kozlowski, Jacqueline Costa-Lascoux, Laure Dachevsky-Perin, Paul Didier, Alain Gausse, Dominique Guillemot, Roland Rappaport, Jean-Yves Treiber.

Membres honoraires du Bureau National

Pour la première fois, le congrès a désigné des membres honoraires du Bureau National. Ce sont : Me Catherine Ammar, Marc-André Bloch, Joseph Creitz, Denise Decourdemanche, Jacques Farber, Maurice Fenigstein, Marie-Louise Kahn (Amicale d'Auschwitz), Serge Kriwkoski, Jacqueline Marchand, Roger Maria, Charles Ovezarek.

Le clin d'oeil ^{de} saladin

